

UNIVERSITE FRANCOIS-RABELAIS TOURS

MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIETE

MASTER Sciences de l'Homme et de la Société
Mention sciences sociales : villes et territoires

QUEL ESPACE POUR UNE ESPECE PROTEGEE ?

Le retour du loup, *Canis lupus*, sur le territoire français.

Alexandre Delamarre



Mémoire de Master 2^{ème} Année

Direction du mémoire : Marc-André Philippe (MCF, Ingénieur DPE)

Août 2005

UNIV. TOURS POLYTECH DA



D 251 010580 4

17 AL 3 17 R 2005 DEL



REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance à M. Marc-André Philippe, tuteur de ce mémoire, pour sa disponibilité, son soutien et son professionnalisme.

Je remercie Mme Larrue, M. Botté et M. Le Pape, pour leurs conseils avisés.

Je voudrais également exprimer ma gratitude aux différentes personnes des Parcs Naturels Régionaux que j'ai contactées lors de mes recherches.

Enfin, un grand merci à ceux qui m'ont aidé et soutenu, de près ou de loin, durant la réalisation de ce mémoire.

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| INTRODUCTION | 4 |
| ETAT DES LIEUX..... | 7 |
| Un peu d'histoire..... | 7 |
| Les réponses apportées..... | 14 |
| <i>Canis lupus</i> , une espèce protégée ?..... | 17 |
| METHODOLOGIE..... | 24 |
| Hypothèse..... | 24 |
| Définition des principaux thèmes de la problématique..... | 24 |
| Domaines d'études écartés de l'exposé | 27 |
| Espace anthropisé / espace vital du loup..... | 28 |
| Interactions activités humaines/activités lupines | 31 |
| Critères | 43 |
| ETUDES DE CAS..... | 47 |
| Parcs Naturels Régionaux | 47 |
| Réserve Naturelle Nationale | 65 |
| Analyse itérative des critères retenus..... | 67 |
| DISCUSSION..... | 69 |
| <i>Canis lupus</i> , une espèce sans frontières | 69 |
| Quelle gestion pour l'espèce <i>Canis lupus</i> en France ?..... | 70 |
| Du temps... .. | 74 |
| CONCLUSION | 77 |

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

*Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, *Canis lupus*, sur le territoire français.*

*« Nous n'avions pour eux aucune haine.
Ils faisaient métier de loups comme nous faisons métier d'hommes.
Ils étaient créatures de Dieu. Comme nous.
Ils étaient nés prédateurs. Comme l'homme.
Mais ils étaient restés prédateurs, alors que l'homme était devenu destructeur.¹ »*

INTRODUCTION

A la lumière de l'écologie, la nature apparaît comme un système se suffisant à lui-même. Ni bon, ni mauvais, existant. Pourtant, l'anthropocentrisme résiste encore. Cette représentation serait en partie héritée de la culture judéo-chrétienne. Dans l'Ancien Testament, Dieu dit aux hommes : « la crainte et l'effroi que vous inspirerez s'imposeront à tous les animaux de la terre et à tous les oiseaux des cieux. Tous ceux dont fourmille le sol et tous les poissons de la mer, il en sera livré à votre main. Tout ce qui remue et qui vit vous servira de nourriture². »

Dans de nombreux esprits, la modernité occidentale a longtemps été subordonnée à la domination de la nature. Pour Francis Bacon, philosophe et homme d'Etat anglais du XVI^{ème} siècle, le but de la science est de maîtriser la nature en la dominant, de façon à améliorer le bien-être de la société.

Pourtant, en continuant de prendre pour exemple la Genèse et en considérant donc les six journées pour représenter ce qui, en fait, s'est passé en quatre milliards et demi d'années, l'homme n'apparaît qu'à minuit moins trois minutes le dimanche soir. David Brower, un des fondateurs du mouvement écologiste américain, nous rappelle qu'il est maintenant minuit, dimanche soir, et « nous sommes entourés de gens qui croient que ce qu'ils font depuis un quarantième de seconde peut continuer indéfiniment. »

¹ Paul-Emile Victor

² Genèse, IX, 2-3

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Les rapports de force entre l'homme et la nature sont d'autant plus conflictuels que cette dernière résiste et s'oppose à l'homme. Les grands prédateurs, emblèmes d'une nature sauvage et hostile, n'ont pourtant pas été toujours redoutés. Les sociétés de chasseurs nomades les respectaient, les considérant comme des animaux totémiques desquels ils imitaient les comportements de chasse.

La naissance de l'agriculture et de l'élevage a sonné le glas définitif des relations relativement pacifiques voire respectueuses entre les hommes et les grands prédateurs. Le mouton est alors considéré par le monde rural comme la principale richesse. Une légende bretonne dit que Dieu, voyant que les bergers ne gardaient plus leurs moutons et les laissaient dévorer les blés, frappa du pied une motte de terre et en fit sortir le loup.

Les grands prédateurs, en s'attaquant au bétail, deviennent par conséquent des concurrents, des ennemis. En effet, les animaux domestiques ont un comportement qui excite les instincts de chasse des prédateurs. En ne se défendant pas, mais en faisant preuve au contraire de panique, ils réveillent des pulsions incontrôlées chez les prédateurs qui se trouvent excités par tant de démonstrations de détresse.

Ajoutons à cela le fait que les paysans jusqu'à la Révolution Française, n'avaient que peu de moyens pour détruire la pression exercée par ces fauves. La chasse était alors réservée aux seigneurs, en particulier lorsqu'il s'agissait de gibier noble comme le lynx, l'ours ou encore l'aigle. Les grands prédateurs constituaient également une contrainte indirecte. La louveterie faisait en effet peser des contraintes supplémentaires dans la mesure où les paysans avaient obligation d'héberger, de nourrir et de payer les louvetiers pour les services rendus.

De plus, l'agriculture et l'élevage sont liés à la sédentarisation. Ennemi des bergers et des paysans, l'ours ou le loup, sont les symboles du nomadisme et de la marginalité.

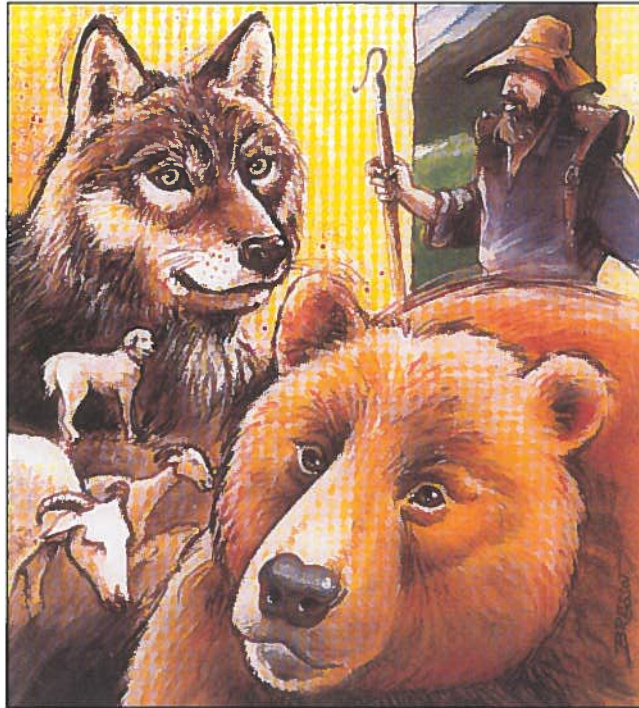


Illustration 1 : cohabitation hommes/grands prédateurs. Source : Recherches naturalistes en région Centre

La question ne peut cependant pas se limiter à une opposition grands prédateurs / activités agricoles. Si a priori, cette donnée revêt une importance certaine, il semble important de ne pas se limiter à une vision manichéenne.

Même si ces conflits peuvent être un point de départ à la réflexion, ce sujet doit être élargi à une problématique plus large. Il recoupe en effet de nombreux questionnements entre « lycocentrisme » et anthropocentrisme.

La gestion des espèces sauvages, qui plus est, des grands prédateurs tels que l'ours ou le loup, nécessite de mener un raisonnement couplant différentes échelles de temps et d'espaces. Réfléchir sur la place du loup au sein d'espaces, qui n'ont plus de naturels que le nom, c'est aussi et surtout s'interroger sur un des aspects de l'aménagement futur du territoire.

ETAT DES LIEUX

Un peu d'histoire

Description de l'espèce

Le loup, *Canis lupus*, appartient à la famille des canidés (13 genres et 38 espèces) au sein de l'ordre des carnivores.

Son aspect ainsi que ses caractéristiques physiques diffèrent selon les sous-espèces : son poids et sa taille augmentent du sud au nord et la couleur de sa robe peut varier considérablement d'une région à l'autre et selon les individus. A l'âge adulte, le poids d'un loup oscille de 16 à 60 kilogrammes. Mais les loups qui colonisent actuellement les Alpes sont plutôt de « petite taille » (longueur de corps de 1,1 à 1,2 mètres en moyenne et 70 cm au garrot) pour un poids qui varie de 25 à 35 kilogrammes.

La longévité d'un loup sauvage est d'environ 13 ans. Les ongulés typiques d'une région ou d'un habitat constituent la base alimentaire du loup. Egalement charognard, l'influence de l'homme peut considérablement modifier son régime alimentaire.

Les loups sont des animaux sociaux organisés en cellules familiales où règne une hiérarchie bien définie. Le mâle et la femelle alpha occupent le haut de l'échelle, suivis par le mâle bêta. Viennent ensuite les subordonnés : des jeunes des années précédentes et enfin les louvarts (individus âgés d'un an) ainsi que les louveteaux. Seul le couple alpha se reproduit pour donner naissance, 62 à 63 jours suite à l'accouplement, à 1 à 3 petits.



Illustration 2 : *Canis lupus*. Source : Delfour J., *Vivre avec le loup*

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

*Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, *Canis lupus*, sur le territoire français.*

Chronique d'une éradication...

Historiquement, le loup, espèce, typiquement forestière, était répandu à travers toute la France (exceptés les îles et les DOM-TOM) et une majeure partie du territoire européen actuel.

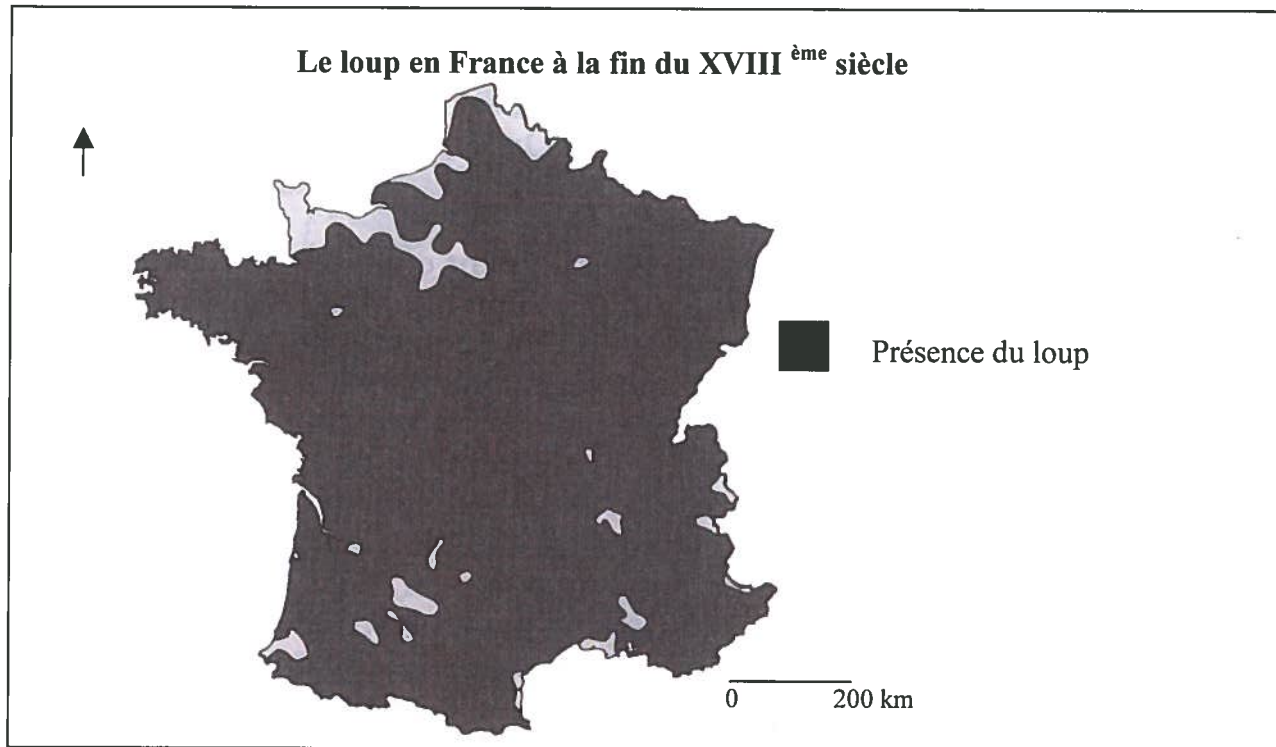


Illustration 3 : le loup en France à la fin du XVIII^{ème} siècle. Source : De Planhol X., *Le paysage animal. L'homme et la grande faune : une zoogéographie historique*

En France, on peut considérer que le loup a disparu du territoire peu avant la seconde guerre mondiale, hormis quelques rares et ponctuelles réapparitions. Cette disparition s'explique par la progressive humanisation du territoire, via l'élevage et la déforestation, la diminution de la densité de proies disponibles dont les ongulés. Elle s'explique surtout par la politique délibérée d'éradication d'un prédateur considéré comme ennemi de l'homme, tant en termes d'occupation du territoire que de prédation sur les troupeaux.

De 1797 à 1798, par exemple, 12 000 loups ont été tués sur le territoire français³. La mise en place de fortes primes pour la destruction des loups a augmenté momentanément la pression de la chasse. Le gouvernement se révélant incapable de payer toutes les primes promises, on assista à une nette diminution de la pression de chasse. Par conséquent, après la Révolution française, les loups ont vu leurs effectifs augmenter.

³ Landry J.M., (2001), *Le loup*, Paris, Ed. Delachaux et Niestlé, les sentiers du naturaliste, 240 p.
Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.
Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

La population a alors atteint son plus haut niveau par rapport aux décennies suivantes. François de Beaufort⁴ (1987) estime qu'à la fin du XIX^e siècle, la population de loups comptait entre 3 000 et 7 000 individus. Certaines régions étaient déjà dépourvues de loups, tandis que d'autres abritaient des densités élevées (1 loup pour 10 à 25 km²).

Sur 15 % du territoire, le loup était déjà rare (dans les franges du nord-ouest, d'une large fraction occidentale de la Charente et de la Gironde, ainsi que dans l'Agenais et le centre de la Gascogne, une partie des Bouches-du-Rhône).

En 1850, il était en voie d'extinction ou menacé dans 31 % des départements. Malgré la guerre de 1870, le déclin de la population se poursuivit : en 1875, il n'était plus présent que dans 65 % des départements, dont seuls 40 % possédaient encore une population viable.

A partir de 1898, l'aire de répartition du loup est fractionnée en 10 pôles, dont seuls deux ont encore une réelle importance. Le premier était situé dans le Centre-Ouest de la France (Berry, Poitou, Limousin et Périgord), le second dans le Nord-Est (Champagne, Lorraine, Vosges, Franche-Comté, Bourgogne et Nivernais).

En 1918, sur les dix pôles encore présents vingt ans plus tôt, seuls trois subsistent, dont un restreint dans les Pyrénées qui disparaîtra quelques années plus tard. En 1923, les loups n'occupaient plus que 1% de leur répartition originelle.

Dès 1939, les observations ne correspondent plus à une continuité logique ni dans le temps, ni dans l'espace. C'est certainement à cette époque que l'on peut considérer que le loup a disparu de France.

⁴ De Beaufort F., (1987), *Le loup en France : éléments d'écologie historique*, Paris, Société Française pour l'Etude et la Protection des Mammifères, 30 p.

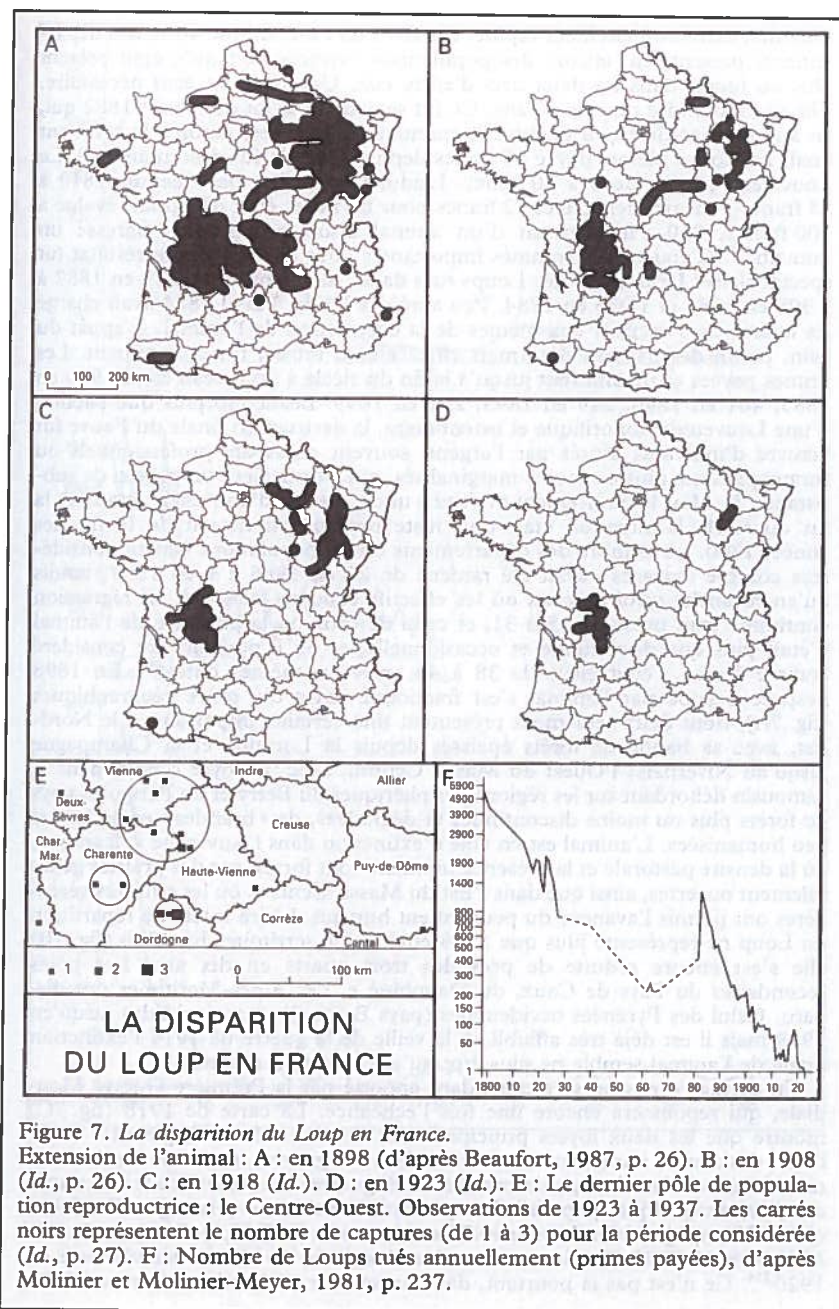


Illustration 4 : la disparition du loup en France. Source : De Planhol X., *Le paysage animal. L'homme et la grande faune : une zoogéographie historique*

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, *Canis lupus*, sur le territoire français.

...au retour de l'espèce dans les années 1990.

Durant l'été 1992, dans les Hautes-Alpes, à la périphérie du Parc National des Ecrins, un canidé fait des dégâts sur un troupeau. Il est tué au fusil par un berger turc. Celui-ci affirme, sans convaincre qui que ce soit, qu'il s'agit d'un loup. L'affaire fait même sourire.

Lors d'un comptage d'ongulés sauvages, en novembre 1992, un garde moniteur du Parc National du Mercantour et un agent de l'Office national des forêts observent deux loups dans le vallon de Mollières, au-dessus de St-Martin de Vésubie.

Quant à l'origine de ces loups, le rapport, enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 2 mai 2003, au nom de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne, nous permet d'apporter une réponse précise. Le laboratoire du professeur Taberlet a en effet utilisé des poils et des matières fécales comme source d'ADN, pour montrer « que la lignée italienne possède une séquence mitochondriale qui est tout à fait unique au niveau mondial ». Aussi, l'analyse génétique des loups présents en France confirme leur origine italienne, du moins, plus précisément, de ceux dont on a retrouvé des poils ou des excréments.

Depuis, plusieurs autres études ont confirmé l'hypothèse selon laquelle les loups présents aujourd'hui en France seraient issus de l'expansion de l'aire de répartition des loups italiens.

Le loup n'avait en effet jamais disparu du nord de l'Italie. Un recensement national⁵, conduit de 1971 à 1973, révèle la présence de loups erratiques (c'est à dire n'ayant pas de territoire fixe) dans les Apennins de Tosco-Emiliano et une occupation plus fréquente dans la région de Emilia-Romagna (Florence). En 1984, l'existence du loup est officiellement confirmée dans la région de Gênes. Une année plus tard, un loup est tué près de la frontière franco-italienne, à l'est de Cuneo, et un autre au printemps 1987 dans les Alpes-Maritimes italiennes (secteur de l'Authion, vallée de la Roya), en lisière du Parc National du Mercantour.

L'expansion de la forêt, l'augmentation du nombre de proies naturelles, la désertification d'une partie du monde rural et la protection du loup dès 1981 représentent autant de facteurs qui ont permis à l'espèce de renforcer ces effectifs et de gagner de nouveaux territoires du Piémont et des Alpes.

⁵ Landry J.M., (2001), *Le loup*, Paris, Ed. Delachaux et Niestlé, les sentiers du naturaliste, 240 p.

Par ailleurs, un autre élément peut venir amender cette expansion : le phénomène de dispersion. En effet, chaque année, le quart voire le tiers de la meute disperse, c'est à dire qu'il quitte l'environnement parental immédiat. Selon Christophe Duchamp⁶, biologiste et ingénieur au CNRA, Centre National de Recherches Appliquées prédateurs, « un jeune loup peut ainsi s'éloigner de 150 à 200 kilomètres pour éviter les conflits. »

Aujourd'hui, il existerait sur le territoire français, selon les études, entre 60 et 100 loups. Rappelons qu'il est très difficile de donner un chiffre précis. D'abord parce que certaines meutes sont transfrontalières et se partagent entre la France, l'Italie et la Suisse. Ensuite, parce que le loup est un animal très discret qu'il est difficile de repérer et donc de comptabiliser. Enfin, les données avancées ne sont pas toujours « objectives ».

Cette population lupine est principalement installée en onze meutes au sein de différents massifs montagneux⁷ :

- quatre dans le Mercantour,
- une dans les Alpes-de-Haute-Provence (Verdon),
- trois dans les Hautes-Alpes (Queyras, Béal-Traversier, Clarée),
- une dans le Vercors (Drôme),
- une dans le massif du Taillefer, (Isère)
- une en Belledune (Isère).

Un retour qui fait couler beaucoup d'encre



Lors des premières années qui ont suivies le retour de l'espèce sur le territoire français, de nombreuses rumeurs se sont répandues. Mais dès la fin des années 1990, les faits étaient là. Et les contestations se sont rapidement étendues.

Illustration 5 : *l'impact des loups. Source : Libération, 21 et 22 août 2004*

⁶ Assemblée Nationale, *Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne*, enregistré à la présidence de l'Assemblée Nationale le 2 mai 2003, Tome I, 97 p.

⁷ au 1^{er} juin 2005

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Une compilation des articles de journaux parus au cours des mois de juillet et août 2004 dans la presse permet de prendre conscience, dans le cadre d'une première approche, de certains problèmes engendrés par le retour du loup. On remarquera que, dans un souci d'objectivité, cette compilation concerne des quotidiens nationaux « à grand tirage » : Le Monde, Libération et le Figaro. Ne faisant pas partis des lignes éditoriales extrémistes, ils se positionnent cependant différemment vis à vis de l'actualité.

Au cours de cette période, 35 articles ont été consacrés au loup. Même s'il convient de se méfier de l'effet de médiatisation qui concerne depuis quelques temps ce sujet, on peut malgré tout dire que le loup est « un fait d'actualité ».

Quand aux titres de ces articles, ils sont en général très évocateurs : « Eleveurs et moutons contre le loup » (Libération, 23/07), « La colère des bergers du massif de Belledonne » (Le Figaro, 13/08), « Les éleveurs des Alpes du Sud ne supportent plus les attaques du loup » (Le Monde, 30/08)...

Dans un autre ordre d'idée, certains articles traitent des solutions envisagées : « La philosophie dans le troupeau » (Le Monde, 2/08), « A nous les patous » (Libération, 11/07)...

On s'accordera pour dire que le retour du loup ne fait pas que des heureux. Cependant, à la lecture de bon nombre de ces articles, il semble que l'on soit face à un choix entre le loup et la brebis, entre la protection d'une espèce animale et la sauvegarde de l'activité pastorale, entre la vision des urbains et celle des ruraux.

La problématique ne semble pas pouvoir se limiter à cette vision manichéenne. Ces avis renferment sûrement des maux sous jacents. Toujours est-il que le problème est désormais posé.

Les réponses apportées

Différentes mesures ont été mises en place pour répondre à la problématique du loup, la majorité de celles-ci étant instaurées à travers un programme LIFE. Il convient par ailleurs de remarquer que divers efforts d'adaptation de la part des éleveurs et bergers avaient précédés ces programmes.

Le programme LIFE-loup

Un programme LIFE, « L'instrument financier pour l'environnement », est un outil financier de la Commission européenne destiné à promouvoir, sur une durée déterminée, des actions de protection de la nature et de l'environnement. Il se focalise souvent sur la protection d'un espace naturel (marais, forêts, landes...) ou d'une espèce menacée (ours, gypaète barbu, râle des genêts ...).

D'une durée de trois ans, le premier programme LIFE-loup a été lancé en 1997 dans les Alpes du Sud. Il concernait les Alpes-Maritimes, les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes. Son objectif était de mettre en place des méthodes de gestion et de suivi du loup, de prendre en compte les activités humaines pour favoriser son acceptation, et de proposer aux éleveurs des indemnisations, des équipements pastoraux et des mesures de protection des troupeaux. Le ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement (devenu en 2002 le ministère de l'écologie et du développement durable) et le ministère de l'agriculture ont financé ce programme à parts égales. Les directions régionales de l'environnement ont eu quant à elles pour mission d'animer le programme et d'informer partenaires, acteurs locaux et grand public.

Un deuxième programme, 2000-2002 qui au final sera prolongé jusqu'en mars 2004, a été étendu aux régions Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Rhône-Alpes avec des objectifs identiques.

La commission d'enquête parlementaire sur la présence du loup et le pastoralisme en montagne, qui a rendu ses travaux au cours de l'année 2003, a souhaité, notamment, que les moyens financiers de l'Etat prennent le relais du programme LIFE. La France s'est donc engagée par l'intermédiaire d'un plan d'action pour la période 2004-2008.

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Des résultats certains...

Les sommes attribuées ont servi à financer de nombreuses actions : le suivi de la population de loups, sa connaissance scientifique et les mesures de protection. Ces dernières sont essentiellement au nombre de trois : les aides-bergers, les chiens de protection et les parcs de contention. Une majorité de ces actions mises en place depuis la fin des années 1990 ont été suivies de résultats. Les aides publiques ont permis aux éleveurs d'adapter leurs pratiques à cette nouvelle contrainte que représente le loup. Plusieurs sont les bergers qui se sont dits satisfaits par ces mesures.

Lors du colloque sur *La cohabitation hommes/grands prédateurs en France (Loup et Ours)* organisé le 21 et 22 mars 2004 à Orléans par le Conservatoire du Patrimoine Naturel de la Région Centre, Philippe Oléon (ancien technicien pastoral Life des Hautes-Alpes, Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage) faisait le bilan de la mise en place des moyens de protection sur troupeaux de 2001 à mars 2003 dans les Hautes-Alpes dans le cadre du programme Life Loup.

Le Queyras et les Monges étaient les principaux territoires cités par Philippe Oléon car concernés par la présence permanente du loup. Après avoir détaillé les trois mesures clés présentées précédemment, ses conclusions ont porté sur les effets de ces mesures. Sans apporter de données précises, il a rappelé que « dans l'ensemble, les efforts n'ont pas été vains puisque l'ensemble de ces mesures qui ont pu être mises en place grâce aux éleveurs ont contribué à la baisse de la prédation ».

Lors du même colloque, Farid Benhammou (doctorant en Sciences de l'Environnement à l'ENGREF/IRD/PARIS I) faisait état de l'évolution de la prédation sur l'estive de Nohèdes dans les Pyrénées espagnoles depuis 1992, suite à la mise en place de diverses mesures de protection :

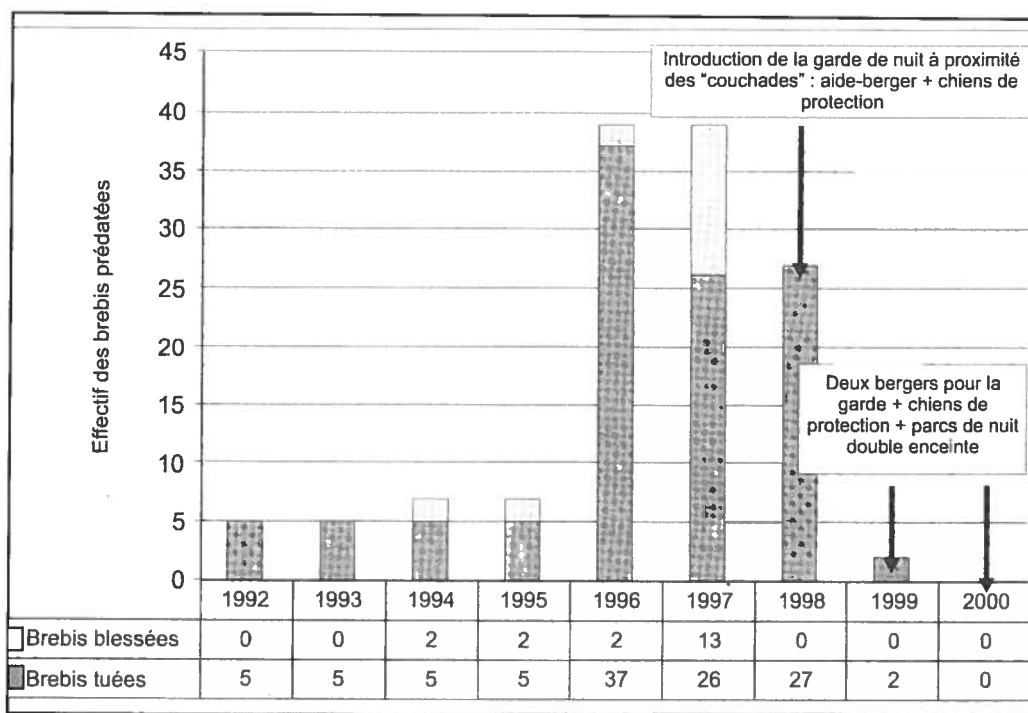


Illustration 6 : évolution de la prédation sur l'estive de Nohèdes dans les Pyrénées espagnoles depuis 1992.
Source : Source : Recherches naturalistes en région Centre

... mais qui ne solutionnent pas l'ensemble des problèmes.

Les mesures de protection sont souvent citées comme un rempart face à la prédation. Il faut cependant relativiser l'usage abusif qui est fait de leur efficacité. En effet, il s'est avéré que ces mesures ne sont pas toutes, tout le temps et partout, efficaces. Leur utilisation et leur efficacité sont à moduler en fonction de nombreux paramètres qui ne sont pour l'instant pas entièrement maîtrisés.

Même si les résultats sont certains, il est à ce jour impossible de mesurer le taux de réussite ou d'échec de l'ensemble des mesures de protection et de leur combinaison.

Par ailleurs, l'application de ces mesures constitue de nouvelles contraintes pour les professionnels de l'activité pastorale.

A ceci s'ajoute une autre dimension au conflit. L'énumération des risques et des contraintes masque le ressentiment des éleveurs et leur colère envers l'Etat qui les a tenus à distance et ces « gens des bureaux qui veulent [leur] apprendre à faire [leur] métier en imposant leurs mesures »⁸. En filigrane, on devine tous les différents qui peuvent opposer les « gens de la ville » aux professionnels de l'activité pastorale.

⁸ Delfour J., (2004), *Vivre avec le loup*, Paris, Hesse, 141 p.

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, *Canis lupus*, sur le territoire français.

***Canis lupus*, une espèce protégée ?**

Pourquoi protéger le loup ?

Le loup est aujourd'hui strictement protégé en droit français interne, conformément aux engagements internationaux de la France. Mais pourquoi protéger le loup ? La nature ? Ces questions peuvent légitimement être posées.

Tout d'abord, il semble intéressant de rappeler la définition de la protection de la nature, au sens *nature conservancy*, selon Ramade⁹ : « la protection de la nature a pour objet d'assurer la conservation des écosystèmes¹⁰ peu ou pas modifiés par l'homme, c'est à dire à la fois le maintien de l'intégrité des biotopes ainsi que la diversité biologique qui leur est propre (donc celle de la totalité des espèces vivantes et de façon plus générale du patrimoine génétique et biocénotique qu'ils renferment). »

Dans l'état actuel de la science écologique, il est difficile, si ce n'est impossible, de prévoir quelles seraient les conséquences à long terme de l'élimination d'une espèce.

François Terrasson ajoute une dimension à cette incertitude. Pour lui, « la nature, c'est ce qui existe en dehors de toute action de la part de l'homme, et qui ne dépend pas de sa volonté¹¹ ».

Se questionner sur la protection du loup, conduit à s'interroger sur la protection d'une espèce et plus généralement de la biodiversité.

Toujours selon Ramade¹², il existe « quatre catégories d'arguments qui justifient la sauvegarde des espèces vivantes. Il s'agit des justifications scientifiques, économiques, culturelles et enfin éthiques ». Sans développer précisément chacune de ces justifications, on notera tout de même certains grands principes.

En premier lieu, la biodiversité est régulièrement citée comme étant d'importance capitale pour la production alimentaire mondiale. En effet, le patrimoine génétique sur lequel est fondé le développement de l'agriculture et de l'élevage diminue de façon accélérée dans la totalité des pays du monde.

⁹ Ramade F., (2002), *Dictionnaire encyclopédique de l'écologie et des sciences de l'environnement*, Paris, Ed. Dunod, p 675

¹⁰ « Unité écologique fonctionnelle dotée d'une certaine stabilité, constituée par un ensemble d'organismes vivants (biocénose) exploitant un milieu naturel déterminé (biotope). Cette notion intègre également les interactions des espèces entre elles et avec leur milieu de vie. » selon Fischesser et Dupuis-Tate, *Le guide illustré de l'écologie*, Paris, Ed. de La Martinière, p.307

¹¹ Terrasson F., (1997), *La peur de la nature*, Paris, Ed. Sang de la Terre, 192 p.

¹² Ramade F. (1999), *Le grand massacre. L'avenir des espèces vivantes*, Evreux, Ed. Hachette, 287 p.
Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Aussi, il existe de nombreuses raisons scientifiques, relatives en particulier à l'avancement des recherches en biologie (médecine, pharmacopée, santé...) qui plaident pour une stricte conservation de la biodiversité.

Par ailleurs, la disparition d'une seule espèce par la perturbation concomitante d'un processus écologique qui en résulte peut conduire à déstabiliser un écosystème tout entier.

Cette argumentation ne peut se limiter à des critères scientifiques ou économiques. Un grand nombre d'arguments immatériels peuvent en effet être évoqués pour justifier la conservation de la biodiversité. Par exemple, tous les écologues connaissent parfaitement le rôle primordial de la diversité des milieux naturels, première garante de leur homéostasie¹³.

Enfin, nous avons déjà évoqué la biosphère actuelle comme étant le fruit d'un long processus évolutif qui se mesure en plusieurs centaines de millions, voire en milliards d'années. Dès lors, en vertu de quelle autorité notre espèce pourrait-elle s'arroger le droit de procéder à des modifications sans précédent (qu'elle est incapable de maîtriser de surcroît)?

Il existe donc de nombreux arguments qui justifient la protection d'une espèce et donc pourquoi pas du loup. Est-ce que l'ensemble de ces justifications peut-être appliqué à la protection de *Canis lupus* ? Nous nous abstenons de prendre partie.

La nécessité de préserver le patrimoine naturel ne s'est imposée que récemment. Nous avons pu déjà survoler quelques unes des problématiques engendrées par le retour du loup sur le territoire français. Si celui-ci s'était effectué il y a plusieurs siècles, les difficultés auraient probablement été réglées rapidement par l'élimination des quelques individus.

Au début des années 1990, le raisonnement a été tout autre. Ancêtre mythique, incarnation diabolique, prédateur à éradiquer, espèce à protéger... Au fil des évolutions sociales, le statut du loup a connu de nombreux revirements. Les mesures de protection ont au final fait échouer les actions d'extermination visant à faire disparaître l'espèce. C'est en effet l'objectif premier de la protection : faire en sorte que les actions humaines ne mettent pas en péril la survie d'une espèce.

La protection du loup en France a fait grand bruit. Celle du Chocard à bec jaune (*Pyrrhocorax graculus*) ou de l'orchidée *Ophrys bombyliflora* beaucoup moins...

¹³ tendance des organismes vivants à maintenir constants leurs paramètres biologiques face aux modifications du milieu extérieur

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Originellement, le loup fait partie intégrante de plusieurs écosystèmes du territoire français. Sa place serait donc aujourd'hui légitime. Le fait est que depuis l'éradication de l'espèce, les activités humaines ont fortement évolué, en oubliant son possible retour.

La question est donc complexe et nécessiterait à elle seule un travail de recherche. Toujours est-il qu'aujourd'hui le loup, *Canis lupus*, est protégé sur l'ensemble du territoire français.

Le loup, une espèce protégée par des normes juridiques internationales, européennes et nationales.

La France a souscrit à plusieurs engagements internationaux et européens qui l'ont amenée à modifier sa législation nationale afin d'assurer une protection importante de la faune sauvage (et du loup).

Au niveau international, le loup est intégré dans différentes conventions de conservation des espèces :

- La CITES (Convention on International Trade in Endangered Species of the wild fauna and flora) du 3 mars 1973 intègre le loup dans son annexe II (espèce potentiellement menacée)
- La Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel du 19 septembre 1979, mise en œuvre en France par décret le 22 août 1990. Dans son article 6, cette convention stipule que seront notamment interdits pour ces espèces :
 - toute forme de capture intentionnelle, de détention et de mise à mort intentionnelle
 - la détérioration ou la destruction intentionnelles des sites de reproduction ou des aires de repos

On note dans l'article 9 qu'il existe une dérogation au régime de protection générale : « A condition qu'il n'existe pas une autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas à la survie de la population concernée, chaque partie contractante peut déroger aux dispositions :

- dans l'intérêt de la protection de la flore et de la faune ;
- pour prévenir des dommages importants aux cultures, au bétail...
- ... »
-

On peut remarquer que certains Etats comme la République Tchèque ou l'Espagne ont, au moment de la ratification du texte, exprimé un certain nombre de réserves quant à la protection du loup. La France n'a pas jugé utile de le faire probablement du fait de l'absence de loups sur son territoire, lors de son approbation en 1990.

- La Directive Habitats du 21 mai 1992 (concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage) contribue à la réalisation des objectifs de la Convention de Berne. L'article 12 impose aux Etats membres de prendre les mesures nécessaires pour instaurer un système de protection stricte des espèces animales d'intérêt communautaire dont le loup figure aux annexes II (désignation de zones spéciales de conservation) et IV (nécessite une protection stricte). Sur le même modèle que la Convention de Berne, il peut y avoir des dérogations.
- La protection du loup en droit interne est dictée selon différents textes de loi dont :
 - l'article L. 411-1 du Code de l'Environnement qui fixe le cadre de la protection des espèces en énumérant des interdictions identiques à celles de la Convention de Berne ;
 - l'arrêté du 17 avril 1981, modifié par l'arrêté du 10 octobre 1996, puis récemment par l'arrêté du 16 décembre 2004, fixe la liste des mammifères protégés (dont le loup) sur l'ensemble du territoire. Ce texte prévoit la possibilité pour les ministres chargés de la protection de la nature d'autoriser la capture ou la destruction de spécimens de loup, d'ours et de lynx sous réserves de certaines conditions...

Le loup est donc aujourd'hui strictement protégé en droit français interne, conformément aux engagements internationaux de la France.

Cependant, on remarque que le processus de prise de décisions a été engagé alors que le loup était absent du territoire national. Dès lors, on peut émettre l'idée que la France a décidé de protéger le loup sans réellement avoir conscience de l'ensemble des implications que pourrait avoir le retour de ce grand prédateur.

« Quatre loups dans la mire des gardes-chasse¹⁴ »

La commission d'enquête sur « les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne » a présenté ses conclusions devant l'Assemblée Nationale le 2 mai 2003. Parmi celles-ci, la commission a indiqué que « seule une politique de régulation et de maîtrise de l'évolution de l'espèce en France et dans les pays voisins permettra de concilier les obligations liées à la protection de la faune sauvage et la sauvegarde du pastoralisme ».

L'année suivante, Serge Lepeltier, ministre de l'écologie, autorisait le 19 juillet l'abattage de quatre loups, dans le cadre du « Plan d'action sur le loup 2004-2008 ». Cette décision s'appuyait sur l'article 9 de la Convention de Berne sur la protection de la faune sauvage qui, en cas de dégâts dans les troupeaux, autorise le tir des loups si cela ne nuit pas à la survie du prédateur. Le ministre indiquait à l'époque qu'« il ne s'agit pas de réguler la population mais d'alléger la pression sur certains secteurs ».

Le plan d'action élaboré conjointement par le ministère de l'écologie et du développement durable et le ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales indique comme un des objectifs la gestion de l'expansion des populations de loups :

« L'objectif du Gouvernement pour la période considérée est de gérer l'expansion démographique de la population et la colonisation de nouveaux secteurs, en particulier sur les zones d'élevage ovin en limitant localement la pression du loup. Ainsi, des individus pourront être prélevés chaque année, tout en respectant l'objectif du maintien de la population dans un état de conservation favorable. »

¹⁴ Le Figaro, 20 juillet 2004

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, *Canis lupus*, sur le territoire français.

Au final, seuls un mâle et une femelle auront été abattus à l'automne 2004. Cette gestion de l'espèce n'aura satisfait aucun des deux partis du conflit : les partisans du retour du loup précisant que la survie du prédateur (avec un effectif d'une soixantaine d'individus) en France est loin d'être assurée et que donc l'article 9 de la Convention de Berne ne peut s'appliquer, les éleveurs (ainsi que d'autres catégories d'acteurs) considérant qu'il ne s'agissait là que d'une demi-mesure, la bonne étant son éradication.

En effet, selon les activités et les représentations des personnes concernées, on constate qu'il n'existe pas un problème lié au retour de l'espèce mais des problèmes.

Cette autorisation d'abattage de quatre loups aura cependant permis aux acteurs impliqués de s'intéresser au cadre juridique concernant cette espèce protégée.

Depuis plusieurs années, la rivalité est donc marquée, entre les lycophiles et les lycophobes. Les dispositifs de prévention et de réparation des attaques, notamment, n'ont pas suffi à régler les difficultés auxquelles sont confrontées les différentes activités impliquées par le retour de l'espèce. Avec l'abattage de plusieurs loups au cours de l'été et de l'automne 2004, le conflit a pris une nouvelle dimension.

Comme le rappelle Jean-Marie Pontier « la destruction de loups est subordonnée à trois conditions : l'existence de dommages importants causés par eux, l'absence « d'autre solution satisfaisante », ne pas nuire au maintien dans un état de conservation favorable des populations [...] Le loup est une espèce protégée mais, comme pour toutes les espèces dans ce cas, si les conditions prévues pour les exceptions au principe sont réunies, sa destruction est légale . »¹⁵

« A condition que la dérogation ne nuise pas à la survie de la population concernée¹⁶ ». L'abattage de ces loups est-il légal ? Les mesures de protection seront-elles suffisantes dans le futur pour empêcher les attaques sur les troupeaux ? L'état d'esprit des principales personnes concernées par le retour du loup pourra-t-il évoluer jusqu'à tolérer la présence de l'animal ?...

¹⁵ Jean-Marie Pontier, « l'homme est-il un loup pour le loup ? » in AJDA, 4 juillet 2005, p. 1398 à 1403

¹⁶ article 9 de la Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel du 19 septembre 1979
Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.
Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Les questions et les zones d'incertitudes sont nombreuses. « C'est sûr, le loup n'est pas là où il faut » affirme une personne chargée des aménagements pastoraux à l'Office National des forêts, ONF. Où doit-il être ? Où peut-il vivre sans occasionner d'incidences négatives majeures ? Quel espace pour une espèce protégée ?

Avant de protéger une espèce sauvage (la problématique aurait pu être relativement similaire avec l'ours par exemple), il serait bon de se questionner sur l'espace qui peut lui être consacré, afin de mettre en place une véritable politique d'aménagement du territoire qui tiendrait compte des différents aspects de la présence d'une espèce protégée telle que le loup.

METHODOLOGIE

Hypothèse

Suite à l'état des lieux que nous venons d'exposer, une question se pose : quels problèmes induisent, pour les espaces et les territoires, le retour du loup, *Canis lupus*, espèce protégée. Il s'agit donc de s'interroger sur les relations existantes entre un espace ou un territoire et une espèce protégée.

L'hypothèse principale de cet exposé aurait dès lors pu être la suivante : il existe aujourd'hui, en France, un ou plusieurs espaces où le loup peut vivre sans compromettre la survie de son espèce.

Or, si on considère l'expansion de l'aire de répartition du loup depuis son retour en 1992 sur le territoire français, on se rend compte que cette hypothèse est dès à présent confirmée. On peut donc affirmer qu'il existe sur le territoire français différents espaces où le loup peut vivre sans compromettre la survie de son espèce.

Il convient donc de faire intervenir un deuxième élément dans l'hypothèse principale : il existe aujourd'hui, en France, un ou plusieurs espaces, où le loup peut vivre sans compromettre la survie de l'espèce mais aussi sans avoir d'incidences négatives¹⁷ majeures sur les activités humaines. Il est donc nécessaire de croiser ces deux éléments pour obtenir une réponse pertinente.

Définition des principaux thèmes de la problématique

Dans un souci de clarté de l'exposé, il convient de définir précisément les principaux termes impliqués par la problématique posée. On s'attachera ici à expliquer selon quelle vision seront traités les termes d'espèce et d'espace.

¹⁷ au sens de « conséquence, d'effet, d'influence négative » d'après le *Dictionnaire Robert Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires. Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.*

Pour ce faire, différents ouvrages ont été utilisés :

- Brunet R., Ferras R., Théry H., (1998), *Les mots de la Géographie, dictionnaire critique*, Paris, La documentation française, 518 p.,
- Landry J.M., (2001), *Le loup*, Paris, Delachaux et Niestlé, les sentiers du naturaliste, 240 p.,
- Lévy J., Lussault M., (2003), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Ed. Belin, 1033 p.,
- Ramade R., (2002), *Dictionnaire encyclopédique de l'écologie et des sciences de l'environnement*, Paris, Dunod, 287 p.

Espèce

Le terme d'espèce est une unité taxonomique fondamentale dans la classification du monde vivant. Une espèce est constituée par l'ensemble des individus appartenant à des populations interfécondes échangeant librement leur pool de gènes.

Selon la classification établie par le naturaliste suédois Carl Von Linné, le loup appartient à la famille des canidés. Celle-ci regroupe selon les auteurs 13 ou 14 genres, dont Canis, et 38 espèces.

Au cours de notre exposé, on entendra par loup la sous espèce *Canis lupus lupus* considérant, selon les travaux de Nowak, que les loups présents en Europe de l'Ouest, Europe de l'Est, Russie et Asie centrale constituent une même sous espèce, *Canis lupus lupus*. Nous avons vu que, selon toute vraisemblance, les individus présents à l'heure actuelle sur le territoire français seraient issus de l'expansion de l'aire de répartition de loups provenant d'Italie.

Depuis le 17 avril 1981, date de l'arrêté fixant les listes des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire français, le loup est une espèce protégée. Selon ce texte de loi, une espèce protégée est une espèce pour laquelle sont interdits sur tout le territoire national et en tout temps, l'altération ou la dégradation de son milieu, la destruction, la mutilation, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'individus de cette espèce ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat.

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

*Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, *Canis lupus*, sur le territoire français.*

Espace

Un espace sera ici compris comme étant un ensemble d' étendues, finies ou non, dans lesquelles se déroulent nos actes, nos représentations, nos relations, nos sensations. Cette définition est à rapprocher de celle de l'espace géographique c'est à dire en tant qu'étendue terrestre utilisée et aménagée par les sociétés en vue de leur reproduction, non seulement pour se nourrir et s'abriter, mais dans toute la complexité des actes sociaux.

Cet exposé concerne une espèce animale. Il sera donc également question d'espace écologique. Celui-ci est un concept théorique relatif à la théorie de la niche écologique (l'ensemble des paramètres qui caractérisent les exigences écologiques [climatiques, alimentaires, reproductives,...] propres à une espèce vivante). Il est constitué par un espace à n dimensions qui correspondent à la totalité des diverses ressources susceptibles d'être utilisées par l'ensemble des individus d'un peuplement.

La notion d'espace écologique pour le loup, et plus particulièrement pour une meute (système d'organisation sociale du loup), peut être analysée selon deux termes : celui de territoire et d'espace vital. Le territoire est la surface défendue par la meute contre d'autres loups. L'espace vital englobe le territoire. Il n'est pas défendu mais utilisé par les loups comme un espace de vie. Nous retiendrons ce deuxième terme pour définir l'espace du loup.

On remarquera par ailleurs que cette différenciation entre la notion d'espace et celle de territoire peut également s'appliquer à un raisonnement plus large que celui purement écologique. Un territoire est en général considéré comme étant « périmétré », délimité par des données matérielles ou non, intégré à un espace, ce dernier étant plus vaste et défini d'une manière moins stricte. Le dictionnaire critique *Les mots de la géographie*¹⁸ rappelle que « le territoire est à l'espace ce que la conscience de classe est à la classe : quelque chose que l'on intègre comme partie de soi, et que l'on est donc prêt à défendre ».

A travers cet exposé, le terme d'espace sera préféré à celui de territoire, et ce dans un souci d'objectivité, de sorte d'avoir une approche la plus large possible des problématiques posées.

18 Brunet R., Ferras R., Théry H., (1998), *Les mots de la Géographie*, dictionnaire critique, Paris, Ed. La documentation française, 518 p.

Domaines d'études écartés de l'exposé

L'étude de la problématique du loup en France peut être abordée selon différents angles d'analyse. Il s'agit dès à présent d'écarter certaines questions qui ne seront pas traitées lors de cet exposé.

Le loup fait l'objet de nombreux mythes et légendes, parfois très similaires d'une civilisation à l'autre. Issues de la tradition ou de l'air du temps, mêlant souvent vrai et faux, les idées reçues sont dans toutes les têtes. Il semble évident que l'image que le loup a véhiculé dans la population française influe aujourd'hui sur différents éléments. Il se pourrait, qu'au cours de ce travail, il soit fait allusion à cette notion. Cependant, ces mythes et légendes ne seront pas l'objet d'un développement particulier.

Parmi ces idées reçues, nombreux sont encore ceux qui pensent que le loup peut être une espèce dangereuse pour l'homme, dans le sens où elle pourrait porter un préjudice physique à une personne, adulte ou non. La doctrine à cet égard n'est pas sûre. Cette question sera donc écartée de notre propos.

A l'heure actuelle, le loup est présent en France au sein de deux types d'espaces : différents massifs montagneux tel que celui du Mercantour et les parcs zoologiques. Ce deuxième espace ne sera pas considéré dans notre problématique. Le loup, dans ce cas « enfermé », ne semble pas poser de problèmes majeurs. Par ailleurs, les individus présents dans ces parcs ne sont pas considérés comme étant « revenus spontanément ». Ils ne peuvent donc bénéficier du statut de protection issu de la Convention de Berne du 19 septembre 1979 et des textes de lois français qui y sont liés.

Les loups décrits tout au long de cet exposé seront donc ceux vivants en liberté.

Enfin, à travers ce travail, il sera question du territoire français. On entendra par ce terme le territoire de la France métropolitaine, duquel sera exclu l'ensemble des territoires insulaires.

Espace anthropisé / espace vital du loup

Originellement, le loup a été un commensal de l'homme (commensalisme¹⁹ : association de deux organismes dont l'un, le commensal, tire parti de l'autre, l'hôte, pour s'abriter, se nourrir ou se déplacer). De Planhol nous rappelle à ce sujet qu'« il est infiniment probable que les grands Félines (lions, panthères, etc), ainsi que les Canidés (loups, renards, etc) ont connu un accroissement numérique notable depuis la multiplication des troupeaux domestiques au Néolithique. » Les espaces usités par l'espèce étaient donc proches et souvent semblables à ceux des hommes. Puis, suite aux différentes phases de persécution en France, l'espèce s'est progressivement éloignée pour se retrancher vers des lieux moins anthropisés, pour enfin disparaître au début du XX^{ème} siècle.

Il semblerait que l'espace qui pourrait potentiellement être consacré à la vie du loup et plus généralement de la meute, l'espace vital, n'ait pas fait l'objet de réflexions poussées préalablement à la décision de protéger l'espèce.

A l'heure où plusieurs meutes de loups vivent dans le Sud Est de la France, il convient de s'interroger sur les espaces qu'ils occupent ainsi que ceux utilisés par les hommes.

Selon l'inventaire CORINE Land Cover (base de données géographiques réalisée dans le cadre du programme européen Corine qui coordonne l'information sur l'environnement), les sols « artificialisés » (c'est à dire où les actions humaines ont engendré d'importantes modifications des milieux naturels) occupent 4% du territoire métropolitain français²⁰. On pourrait donc imaginer que ce territoire renferme encore de nombreux espaces vierges.

Or, depuis la fin du XIX^{ème} ou le début du XX^{ème}, selon les auteurs, il n'existe plus sur le territoire français d'espaces sauvages, naturels si la nature représente « le monde pris à l'exception des populations et des œuvres humaines, tout ce qui n'est pas artefact²¹ ». On considère donc qu'il n'y a plus un mètre carré que l'homme n'ait pas foulé, avec les modifications que cela peut apporter.

¹⁹ selon Ramade R., (2002), *Dictionnaire encyclopédique de l'écologie et des sciences de l'environnement*, Paris, Dunod

²⁰ IFEN, (2002), *L'environnement en France*, Paris, Ed. La Découverte, 728 p.

²¹ in Brunet R., Ferras R., Théry H., (1998), *Les mots de la Géographie, dictionnaire critique*, Paris, Ed. La documentation française, 518 p.

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Cependant, quelques nuances sont à émettre quant à ces modifications. En effet, l'anthropisation n'a pas partout été telle qu'elle a entraîné une profonde modification des milieux naturels.

Nous avons vu que l'exode rural, particulièrement au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, était un des facteurs explicatif du retour du loup dans le Sud Est de la France. En effet, certains espaces se sont dépeuplés et ont cessé d'être des territoires de chasse, « laissant la place » au développement de la faune sauvage. Si au départ le loup est forestier, il reste néanmoins une espèce ubiquiste c'est à dire qu'elle est capable de coloniser des habitats très variés. Comme beaucoup de grands prédateurs, la localisation et la dimension de son espace vital dépendent en grande partie de l'abondance et de la localisation des proies. Il existe tout de même certains autres facteurs qui influencent son occupation de l'espace. Les premiers individus ne se sont pas installés dans la périphérie de Nice mais quelques dizaines de kilomètres plus au Nord, au sein d'un espace moins anthropisé, le Parc National du Mercantour...

Rapidement, l'espace utilisé par l'homme pour ses diverses activités et celui du loup se sont superposés. En effet, une meute de 5 loups occupe en moyenne dans cette région un territoire de 120 à 200 km²²². Quant on sait que la superficie de l'espace vital (utilisé par la meute comme espace de vie) est largement supérieure, on voit bien que les activités de l'homme et du loup sont inévitablement amenées à se rencontrer.

Schématiquement, on peut estimer qu'à l'heure actuelle, l'essentiel des activités humaines dans les zones considérées (majoritairement des milieux montagnards) est localisé dans les vallées ou à proximité. Par ailleurs, si le loup occupe des espaces plus reculés, il fréquente également des espaces plus anthropisés. On peut dès lors symboliser cet état des lieux par la représentation suivante :

²² Landry J.M., (2001), *Le loup*, Paris, Ed. Delachaux et Niestlé, les sentiers du naturaliste, 240 p.

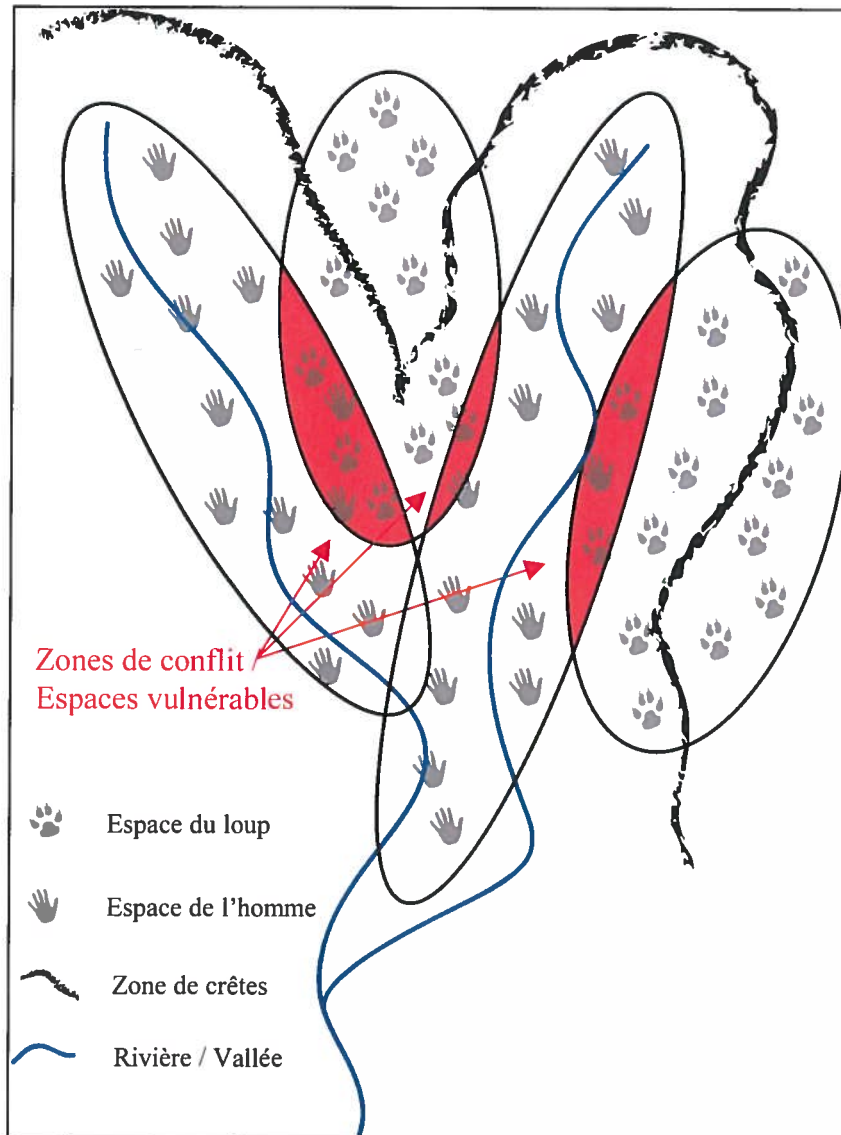


Illustration 7 : Représentation schématique des zones de conflits du fait de la superposition de l'espace de l'homme et de l'espace du loup. Source : A. Delamarre, 2005

Du fait de la superposition des espaces de l'homme et ceux du loup, nous sommes donc en présence d'espaces conflictuels. La définition du terme de conflit illustre cette réalité. Ces conflits, ces affrontements, « contribuent à modeler l'espace et ont toujours pour thème majeur l'appropriation du sol, des biens, des ressources, des réseaux²³ ».

Il convient à présent de s'interroger sur les différents problèmes qui constituent autant de sources à ces conflits d'usage.

²³ Brunet R., Ferras R., Théry H., (1998), *Les mots de la Géographie, dictionnaire critique*, Paris, Ed. La documentation française

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Interactions activités humaines/activités lupines

L'analyse de ces conflits d'usage ne sera pas basée sur un espace en particulier mais sur l'ensemble des données disponibles à ce sujet, et ce afin d'être le plus complet possible.

Interactions ayant une incidence négative sur les activités humaines en France

A l'heure actuelle, compte tenu des types d'espaces où le loup est présent (espaces montagnards et ruraux), différentes activités sont en interactions avec celles de l'espèce protégée.

Incidences sur l'activité agricole

Comme nous l'avons vu précédemment, l'activité agricole semble être une des premières activités touchées. Cependant, il convient de rappeler que, pour l'instant, ne sont concernées presque exclusivement que les exploitations ovines. Les problèmes sont principalement liés :

- à la prédation que le loup exerce sur les troupeaux de petits ruminants,
- aux contraintes induites par l'introduction des moyens de protection et aux modifications de conduite des animaux.

La prédation cause des pertes immédiates d'animaux lors des attaques (tués, blessés, disparus, victimes de dérochement) que l'on peut qualifier de « pertes directes », toutes n'étant pas indemnisables (en particulier les animaux disparus). En 2000, les dégâts causés par le loup sur le cheptel domestique des Alpes du Sud représentaient 911 bêtes tuées ou blessées.

Mais la question de la prédation ne peut se réduire à l'équation : une brebis tuée égale une brebis indemnisée. Le stress subi par les animaux qui ont subi une attaque occasionne d'autres pertes moins immédiates (baisse d'état ou d'engraissement, problème au niveau de l'agnelage) considérées comme des « pertes indirectes ». Lorsqu'un ou plusieurs loups attaquent un troupeau, les éleveurs ont aussi à déplorer la perte d'un « patrimoine », c'est à dire une déstabilisation dans un travail de sélection qui se fait sur plusieurs années.

Par ailleurs, les nouvelles pratiques pastorales rendues nécessaires par le retour du loup entraînent d'importantes contraintes économiques qui sont permanentes, même si le troupeau ne subit pas d'attaque. Parmi ces contraintes, on peut citer la baisse d'état de forme des animaux et les risques sanitaires liés au raccourcissement de la durée au pâturage et au regroupement nocturne en parc. Cela représente également un accroissement de la charge de travail, chiffré en moyenne à 7h par jour en estive²⁴.

Au-delà des considérations économiques et techniques, la présence du prédateur a des conséquences morales et émotionnelles sur les hommes, très importantes en terme de stress, de fatigue, d'énervement et de découragement, tant cette remise en cause de l'utilité du travail du berger ou de l'éleveur est profonde.

Depuis le retour du loup dans les Alpes, l'évolution du nombre annuel d'ovins indemnisés a suivi sensiblement celle de la taille de la population de loups et l'extension continue sur le territoire. Ainsi, en 1994, on enregistre deux zones de présence permanente et 192 animaux indemnisés. En 2002, le nombre de zones de présence permanente était passé à 11, pour 2808 victimes. Il existerait donc bien un lien direct entre l'extension continue de l'espace vital du loup et le nombre des éleveurs touchés par la prédation.

Par ailleurs, la prédation lupine sur d'autres animaux d'élevage (caprins, jeunes bovins) n'est pas à négliger. On notera par exemple les attaques survenues dans la vallée, en Isère, en mai 2005, occasionnant la perte de plusieurs génisses.

Deux remarques sont à faire. Tout d'abord, la présence de grands prédateurs tels que le loup régule les effectifs des herbivores ou d'autres espèces de gibiers. Des effets bénéfiques peuvent dès lors être constatés sur le milieu forestier (les dommages sur les arbrisseaux notamment sont moindres du fait d'une pression plus faible) mais aussi sur les espaces agricoles. Quand on connaît les dégâts dus aux sangliers ou aux chevreuils dans certaines régions françaises, cet élément ne doit pas être oublié...

²⁴ Assemblée Nationale, *Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne*, enregistré à la présidence de l'Assemblée Nationale le 2 mai 2003, Tome I, 97 p.

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Ensuite, les dommages occasionnés par les chiens divagants sont aussi voire plus importants que ceux cités ci-dessus. Florent Favier, chargé de communication Grands Prédateurs pour le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, nous rappelle que même si les chiffres manquent de précision, les impacts de *Canis lupus familiaris* pourraient être « dix fois plus importants que ceux indemnisés au titre du loup²⁵ ».

Les impacts sur les exploitations agricoles d'élevage sont donc avérés. Il est cependant primordial de ne pas se limiter à ce traitement univoque de ce conflit d'usage. D'autres activités sont en effet en cause.

Incidences sur les activités cynégétiques

Les loups, à travers cette superposition des espaces (ici des terrains de chasse) sont considérés par de nombreux chasseurs comme un danger et une remise en question de leur activité. Ici, il ne s'agit pas seulement de s'opposer au fait de ne pas pouvoir les faire figurer au tableau de chasse, mais plutôt « d'être obligé de leur céder une part du gâteau ²⁶».

Comme tous les grands prédateurs, le loup exerce un impact limitant sur les populations d'ongulés sauvages. Le contexte français en général et dans les Alpes en particulier se caractérise par une situation d'abondance relative pour toutes les espèces d'ongulés sauvages, même si des disparités locales existent. Compte tenu de ce système à proies multiples et du caractère généraliste du loup, l'impact de la prédation n'est donc que rarement immédiatement lisible sur le terrain. De nombreux autres éléments interviennent dans les variations de la population d'ongulés comme les conditions climatiques, la modification des écosystèmes... Chaque situation locale reste cependant à évaluer.

Quoiqu'il en soit, le risque de disparition d'une espèce d'ongulés du fait de la prédation du loup est quasiment exclu.

Cependant, l'installation définitive de ces grands prédateurs au sein de notre territoire suppose un inévitable partage des proies d'ongulés sauvages entre chasseurs et prédateurs.

²⁵ in Benhammou F., Baillon J., Senotier J-L., (2004), *La cohabitation hommes/grands prédateurs en France*, Chécy, Actes du colloque du 21 et 22 mars au Muséum d'Orléans, Recherches Naturalistes en Région Centre.

²⁶ Caudmont C., *Prédateurs en France : un statut à haut risque*, www.natys.com
Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.
Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

L'alternative d'une réduction des plans de chasse est dans certains cas mal acceptée par les chasseurs. Pourtant, elle semble inévitable dans la mesure où une réintroduction de grands herbivores sauvages risquerait de menacer certains écosystèmes par la pression exercée par ceux-ci.

Il convient de remarquer par ailleurs que des conflits « chiens de chasse » / « loup débusqué » ne sont pas à exclure.

Interactions avec les activités de loisirs et de tourisme

Au sein des espaces concernés, les activités de loisirs et de tourisme peuvent être analysées conjointement, celles-ci étant intimement liées voire très souvent similaires.

Ces domaines peuvent regrouper des pratiques tel que la pêche, la randonnée pédestre, les sports dits « d'hiver »... S'il est clair que certaines de ces activités induisent un dérangement de la faune sauvage voire une détérioration de certains habitats, on mesure mal aujourd'hui, à l'inverse, les effets du loup sur ces activités.

On a craint, de manière indirecte, que des interactions aient lieu entre les chiens de protection et les usagers de la montagne. Afin de prévenir ces effets, des actions ont été menées pour informer les promeneurs sur la bonne attitude à avoir vis à vis des chiens et des troupeaux. Deux études menées dans le Mercantour en 1998 et dans le Queyras en 2001 ont montré que les accidents étaient rares, les chiens étant souvent habitués au passage des promeneurs.

Quant à l'intégrité physique des personnes au niveau des attaques de loups, la doctrine n'est pas sûre. Cependant, durant ces cinquante dernières années, sur un effectif européen de 10 000 à 20 000 individus, on compte seulement une cinquantaine de cas de personnes ayant été confrontées à un comportement agressif du loup²⁷. Parmi ces cinquante cas, la moitié étaient le fait de loups enragés et une dizaine constituaient une réaction à une provocation humaine. En Europe de l'Ouest, les derniers cas recensés remontent à une trentaine d'années. Ainsi donc, le risque de comportement agressif du loup vis-à-vis de l'homme est extrêmement faible, notamment du fait que la rage, facteur essentiel de ces interactions, n'est plus présente en France hormis des cas exceptionnels.

²⁷ selon le *Plan d'action sur le loup 2004-2008* publié par le ministère de l'Ecologie et du Développement Durable et le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales
Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.
Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Cependant, même si un tourisme de nature pourrait voir dans le loup un facteur d'attractivité pour le territoire, on peut facilement penser au sujet de ces attaques que les idées reçues qui persistent sur le loup seraient plus influentes que les réalités scientifiques. L'espèce a fait l'objet en effet de nombreux mythes et légendes entretenant une image très négative du loup. Les ouvrages à ce sujet sont nombreux. Sophie Bobbé remarque que « si l'on devait décerner une palme à celui qui cristallise autour de lui, dans la grande famille animalière, le plus d'idées reçues, le loup se retrouverait bien malgré lui en très bonne place »²⁸.

Sans s'étendre sur cet état de fait, on rappellera seulement les histoires de loup-garou apparus en France au Moyen Age, la bête du Gévaudan (Lozère) et bien d'autres qui font qu'aujourd'hui, nombreuses seraient encore les personnes ne voulant pas se promener dans une forêt de peur de se faire croquer...

Il existe donc des effets négatifs sur certaines activités humaines du fait de la superposition des espaces anthropisés et des espaces vitaux du loup. Ces interactions sont liées au type de milieu fréquenté à l'heure actuelle par cette espèce protégée. Depuis son retour par le Sud Est de la France, les espaces concernés sont essentiellement des zones rurales reculées, souvent en altitude, ayant une densité humaine faible.

Mais on a vu que l'aire de répartition du loup était en expansion et que par ailleurs il était considéré comme espèce « plastique », possédant une grande capacité d'adaptabilité à différentes configurations spatiales. Il est donc fort possible que son aire de répartition sur le territoire français s'accroisse. La récente observation de deux loups de types *Canis lupus* dans les Pyrénées-Orientales²⁹ vient confirmer cette hypothèse.

L'aire de répartition de l'espèce pourrait dès lors comprendre de nouveaux types d'espaces, plus « anthropisés », impliquant de nouvelles problématiques. Pour essayer d'évaluer ce qu'elles pourraient représenter, il convient à présent d'étudier des exemples étrangers où le loup, *Canis lupus*, utilise des espaces autres que des espaces ruraux montagnards et reculés.

²⁸ Bobbé S., (2003), *Le loup, idées reçues*, Paris, Ed. Le Cavalier Bleu, 128 p

²⁹ Benhammou F., (2004), *La cohabitation hommes/grands prédateurs en France*, Chécy, Actes du colloque du 21 et 22 mars au Muséum d'Orléans, Recherches Naturalistes en Région Centre.

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Interactions ayant une incidence négative sur les activités humaines dans d'autres pays

Historiquement, l'espèce était répandue à travers toute l'Europe. A la fin du XIX^{ème}, il avait quasiment disparu de la majeure partie de l'Europe de l'Ouest et du Nord. Des populations se sont maintenues principalement dans les régions de montagnes. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le loup a survécu dans le Sud de l'Europe.



Illustration 8 : répartition du loup en Europe. Source : Landry J.M., *Le loup*

La carte précédente, réalisée en 2000, nécessite de légers compléments. Globalement, on peut considérer que la superficie des différentes espaces occupés s'est accrue. Par exemple, comme nous l'avons déjà évoqué, plusieurs individus ont été récemment observés dans les Pyrénées. Aussi, en 2001, une meute de 6 loups est revenue dans l'Est de l'Allemagne plus précisément sur un terrain de manœuvres militaires de Saxe (Muskauer Heide) près de la ville de Leipzig. Ces loups proviennent de Pologne.

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

➤ **Effectifs de loups en Europe³⁰ :**

| Pays | Nombre | Etat de la population | Statut (au 31/12/2001) |
|--------------------|---------------|------------------------------|---|
| Finlande | 120 | stable | Saison de chasse dans deux districts, protégé dans le troisième |
| Hongrie | 50 | stable | Protégé |
| Pologne | 450-500 | en expansion | Chassé dans un district |
| République tchèque | 10 | en expansion | Protégé |
| Slovaquie | 300-400 | stable | Saison de chasse |
| Roumanie | 2500 | en expansion | Saison de chasse |
| Bulgarie | 900-1000 | en diminution | Pas de protection |
| Croatie | 50-100 | stable | Protégé depuis 1995 |
| Bosnie-Herzégovine | 300-400 | en diminution | Pas de protection |
| Slovénie | 30-50 | en expansion | Protégé depuis 1990 |
| Grèce | 150-300 | en diminution | Pas de protection |
| Portugal | 350 | stable | Protégé depuis 1989 |
| Espagne | 1500 | stable | Chassé dans certaines provinces, protégé dans d'autres |
| France | 40-80 | en expansion | Strictement protégé depuis 1993 |
| Italie | 500-100 | en expansion | Protégé depuis 1976 |
| Allemagne | 5-10 | en expansion | Protégé |

Source : Landry J.M., *Le loup*

Les espaces vitaux des loups dans certains pays européens, notamment en Europe de l'Est, sont relativement variés et sont donc en partie localisés au sein d'espaces différents de ceux que l'on rencontre aujourd'hui en France.

Bien sûr, l'espèce fréquente majoritairement des espaces ruraux, forestiers et/ou montagnards. Dans ce cas, le problème de prédation sur le bétail reste posé, avec néanmoins quelques différences en terme d'espèces domestiques concernées. S'il s'agit le plus souvent de caprins et d'ovins, il peut aussi s'attaquer à de jeunes équidés (comme par exemple en Espagne dans les Asturies) ou à des bovins.

Cependant, il n'est pas rare, par exemple en Roumanie, qu'une meute vive au sein d'un espace relativement proche d'une zone urbaine et fréquente donc un espace assez fortement anthropisé, comprenant une densité élevée d'habitants. Aussi, le 12 janvier 2005, un jeune loup a été percuté mortellement par une voiture à moins de 20 Km du centre de Rome (le Parc national des Abruzzes étant à quelques 120 Km à vol d'oiseau de la capitale italienne).

³⁰ Ici l'entité Europe est analysée non seulement l'unité politique mais géographique. Ces données sont issues d'études réalisées entre 1996 et 2002.

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Cependant, on constate que les problématiques rencontrées sont relativement similaires à celles déjà exposées ou alors ne semblent pas être déterminantes en terme de politiques d'aménagement du territoire et de gestion des espaces.

Les interactions entre les activités humaines urbaines et celles des loups sont rares ou ne semblent pas poser de problèmes majeurs. Le fait par exemple qu'un véhicule percute un loup représente certes un danger pour le conducteur mais le problème est le même avec tout autre animal, sauvage ou domestique.

Certes, il ne faut pas exclure la prédation que représente l'espèce sur certains animaux dits « urbains », le loup n'excluant pas un chien ou un chat de son régime alimentaire.

Le seul problème majeur pourrait venir de l'alimentation opportuniste du canidé. Il fréquente en effet volontiers les décharges. Si officiellement, celles-ci doivent être strictement contrôlées et surveillées, la réalité est tout autre. Dès lors, certains individus pourraient devenir porteurs de maladies, dont certaines transmissibles à l'homme.

On peut étendre cette étude des incidences négatives du loup au niveau international. Une nouvelle fois, on remarque que les problèmes sont similaires et se concentrent autour des activités agricoles d'élevage.

Le 12 janvier 1995, une poignée de loups gris capturés³¹ au Canada étaient relâchés dans le parc de Yellowstone et dans les forêts du centre de l'Idaho (nord-ouest des Etats-Unis). Dix ans après, la greffe a pris "au delà de tous les espoirs", commente Rodger Schlickeisen, président de Defenders of Wildlife, une importante organisation très impliquée dans la réintroduction du loup. "Canis lupus" a également repris ses marques dans la région des grands lacs, au nord, et renforcé sa présence dans l'Etat canadien du Manitoba, le seul Etat, avec l'Alaska, où il avait survécu. Des individus ont également été aperçus dans l'Oregon.

Au total, sa population hors-Alaska est estimée à plus de 3000 individus, dont quelques 200 dans le seul Manitoba. Et, à plus de 800, leur nombre a dépassé "les objectifs fixés" il y a 10 ans pour les Etats de l'Idaho, du Wyoming et du Montana, qui couvrent le nord des Rocheuses, selon les services fédéraux de la Faune et de la Pêche.

³¹ Ici il ne s'agit pas de la sous-espèce *Canis lupus lupus*, défini précédemment, mais les comportements restent similaires. *Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires. Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.*

Cependant, en Amérique du Nord, la densité d'occupation humaine est beaucoup plus faible et d'immenses espaces sont encore disponibles dans l'Ouest montagneux ou dans les Appalaches des Etats Unis et au Canada. Le loup ne fréquente donc pas, ou peu, d'espaces urbanisés.

Il existe donc plusieurs impacts négatifs sur les activités humaines du fait de la superposition de l'espace vital du loup avec celui de l'homme. Il semble que l'espace du loup soit amené à s'étendre dans les années à venir sur le territoire français. De nouveaux types d'espaces seront donc concernés. Cependant, même si l'espèce est considérée comme « plastique », il existe un certains nombres d'impacts négatifs issus des interactions avec les activités humaines, qui sont autant de conditions minimum à son installation.

Facteurs nécessaires à la survie de l'espèce

Laurent Garde, chercheur au Centre d'Etudes et de Recherches Pastorales Alpes Méditerranée ³²(CERPAM) rappelle qu'« on fait comme si le loup était un animal de haute montagne restant dans les alpages. On en fait une grosse marmotte qui de temps en temps mangerait une brebis ».

La réalité est totalement différente. Le loup est capable de s'adapter aux diverses transformations des territoires. Il peut vivre au sein d'espaces aux caractéristiques variés et s'adapte relativement bien aux différentes conditions qu'il est susceptible de rencontrer lors de la colonisation d'un espace. A travers, le monde, on trouve des loups aussi bien en montagne qu'en plaine, dans le désert que sur des territoires gelés toute l'année, dans les espaces boisés que dans les zones urbaines.

Mais son minimum vital inclut cependant un certain nombre de facteurs, qui, s'ils sont absents, représenteront une contrainte forte quant à la survie de l'espèce.

³² Assemblée Nationale, *Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne*, enregistré à la présidence de l'Assemblée Nationale le 2 mai 2003, Tome II (auditions), 94 p.

Facteurs écologiques

Au sein de son espace vital, plusieurs facteurs écologiques sont essentiels à la survie de la meute. La louve a absolument besoin d'un endroit tranquille et proche d'un point d'eau pour mettre bas et élever ses petits dans une tanière. Aussi, le biotope doit comprendre des zones (espaces forestiers notamment) où le loup peut se réfugier et se reposer en toute tranquillité.

Egalement, la population de proies sauvages (principalement des ongulés : cerfs, chevreuils...) doit être « viable ». En effet, la disponibilité des proies est un facteur essentiel à la survie de l'espèce. Cet élément revêt une importance toute particulière en terme de conflits possibles avec les activités d'élevage. En raison des grandes différences des habitats et des communautés d'ongulés en Europe, le régime alimentaire du loup varie considérablement. Récemment, les densités d'ongulés ont augmenté dans plusieurs régions et le loup dans ce sens semblerait s'en prendre moins au bétail, surtout si celui-ci est gardé. Ainsi, en Roumanie, entre 1954 et 1967, les ovins et caprins domestiques constituaient 75% du régime alimentaire du loup, les proies sauvages 25%. Cette proportion s'est inversée en 1991, année où la proportion des ongulés sauvages a atteint 78%. Ainsi, selon Jean-Marc Landry, « quand le loup a le choix, il préfère nettement les ongulés sauvages aux animaux domestiques, même si ces derniers sont présents en grand nombre³³ ».

L'impact de la densité routière

L'homme a « séquencé », morcelé le territoire par la réalisation de lignes TGV, d'autoroutes et autres infrastructures de circulation. Il a ainsi créé des obstacles linéaires importants.

Le développement économique d'une région passe très souvent par celui du réseau de communication. Actuellement, en Europe, différents projets de construction de routes risquent de fragiliser des populations de grands carnivores, comme l'ours en Croatie et Slovénie, ou le loup en Espagne, où un important réseau routier va être mis en place dans le nord-ouest du pays : quelques 5000 Km de routes et autoroutes et 1300 Km de voies ferrées sont en projet. Ces voies de communication vont fragmenter l'habitat des populations de loups dans des régions restées encore peu perturbées par l'homme.

³³ Landry J.M., (2001), *Le loup*, Paris, Ed. Delachaux et Niestlé, les sentiers du naturaliste, 240 p.

Un chercheur américain (Thiel, 1985) a constaté que les loups ne survivaient pas dans les régions du Wisconsin où la densité routière dépassait 0,58 Km/ Km² . Dans d'autre pays, des études similaires ont confirmé ces conclusions.

Les routes prises en compte pour calculer la densité sont celles visibles sur une carte au 1/100 000^e et accessibles en voiture à deux roues motrices. Les populations de loups semblent être peu affectées directement par les voitures, camions... Mais le réseau routier favorise la pénétration de l'homme un peu partout dans un espace, perturbe la faune, facilite le braconnage et l'élimination de certaines espèces.

Mech (1989) rapporte un cas intéressant d'impact du réseau routier.³⁴ Dans un espace sans route, aucun loup n'a été tué par l'homme entre 1969 et 1986, tandis que, durant la même période, dans une région adjacente à la première, où le réseau routier était développé, presque 50% des loups porteurs d'un collier émetteur (n=71) ont été tués, directement ou indirectement par l'homme.

L'impact de la densité de population humaine

Plus généralement, en Europe, l'homme est l'un des facteurs déterminants de la présence ou de l'absence du loup dans un espace. En général, la pression humaine (densité d'habitants/km²) constitue un élément limitant le maintien du loup à long terme. Une trop forte densité humaine semble également être en cause dans la survie de l'espèce.

Il n'existe à l'heure actuelle aucune étude sur l'incidence de cette densité, mais on imagine aisément que celle-ci est fortement corrélée aux facteurs cités ci-dessus. On a vu, par exemple, l'importance de la présence d'une population viable de proies sauvages. Or, pour cela, la densité de population humaine ne peut être élevée car sinon les différents aménagements que cela engendre réduisent fortement la quantité d'espaces naturels disponibles. Aussi, la densité routière, définie ci-dessus, est souvent corrélée à la densité de population.

³⁴ in Landry J.M., (2001), *Le loup*, Paris, Ed. Delachaux et Niestlé, les sentiers du naturaliste, 240 p.

La superficie minimale de l'espace vital

Tout d'abord, rappelons que l'espace vital (ou home range), qui englobe le territoire, n'est pas défendu par la meute contre des individus étrangers mais utilisé comme espace de vie. La superficie de cet espace, qui augmente avec la latitude, dépend de différents facteurs particulièrement de l'abondance de la nourriture et du nombre d'individus que compte la meute. Cet espace doit comprendre l'ensemble des facteurs déjà cités.

Sa superficie va de 52 km² pour une meute de 5 individus dans le Minnesota à au moins 1800 km² au Canada. En Italie, elle est de 120 à 200 km² et en moyenne 200 km² dans le Mercantour.

En France, selon les données du Mercantour et de l'Italie, la superficie minimum de l'espace vital pour une meute de 5 loups doit donc être au minimum de 120 à 200 km².

Conclusion partielle

A l'heure actuelle, le loup est présent en France au sein d'espaces ruraux, « reculés », montagnards du Sud-Est. Différentes activités humaines sont également présentes. On assiste dès lors à une superposition d'usages parfois difficilement compatibles qui conduit à des conflits.

Par ailleurs, l'aire de répartition du loup tend à s'accroître. De nouveaux types d'espaces, notamment « plus anthropisés » devraient être concernés. Afin de voir si de nouveaux problèmes allaient apparaître, nous avons procédé à l'étude de cas étrangers où des espaces accueillant des loups pouvaient être similaires à ceux impliqués dans l'expansion de l'aire de répartition de l'espèce en France. Il s'est avéré que les nouveaux problèmes possibles avaient une ampleur relative vis à vis de ceux actuellement observés.

Parallèlement, l'ensemble des facteurs nécessaires à la survie du loup ainsi que les impacts négatifs liés aux interactions avec les activités et les aménagements humains ont été analysés.

A partir de ces trois catégories d'éléments, il est à présent nécessaire de déterminer les critères qui ensuite permettront d'étudier, selon l'hypothèse posée, s'il existe aujourd'hui, en France, un ou plusieurs espaces, où le loup peut vivre sans compromettre la survie de l'espèce mais aussi sans avoir d'incidences négatives majeures sur les activités humaines.

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Critères

Les critères suivants reprennent l'ensemble des problèmes définis précédemment. Ils sont dans la mesure du possible de caractère quantitatif afin de pouvoir apporter une réponse la plus scientifique possible à l'hypothèse posée à travers des données objectives. Aussi, j'ai bien conscience qu'il existe quelques exemples, quelques situations, isolés, qui pourraient remettre en cause un ou plusieurs des indicateurs définis. L'objectif est ici de réfléchir sur des critères valables dans la majorité des cas de figure. On considèrera donc le principe selon lequel « toute chose étant égale par ailleurs ». Si spécificités il y a, elle pourront être étudiées par la suite lors des études de cas.

Elevage

Nous avons vu précédemment (p.29 et 30) qu'à l'heure actuelle, la prédation du loup sur le cheptel domestique, particulièrement ovin, représentait une des principales sources de conflit. Même si plusieurs mesures de protection (aide bergers, chiens de protection, etc.) ont été mises en place sur la majorité des espaces concernés par le problème et même si, de nombreuses études sont en cours afin de perfectionner ces systèmes, ces mesures ne sont pas encore totalement efficaces. L'aire de répartition de l'espèce en France métropolitaine tend à s'accroître. De nouveaux espaces seront donc prochainement impliqués dans la problématique du retour du loup.

Afin que ce retour puisse se faire sans entraîner de problèmes majeurs sur les activités agricoles d'élevage, les espaces concernés ne peuvent donc abriter de cheptel d'élevage domestique. En effet, même si au sein de ces nouveaux espaces, il est fort possible qu'on ne soit plus majoritairement en présence d'élevage ovin, le problème de prédation sera similaire, compte tenu de ce qu'on a pu observer au sein d'autres pays européens, avec des caprins, des jeunes bovins ou équins, etc.

Certes, certains imagineront qu'un système de clôtures plus importantes qu'aujourd'hui pourrait être mis en place, mais ceci paraît difficilement concevable et même si dans l'absolu cela était possible, ce système impliquerait d'importantes contraintes pour les éleveurs. Il est dès lors à craindre au niveau d'un mouvement de contestation des éleveurs concernés.

Par ailleurs, il faut rappeler que l'idée n'est pas ici d'interdire les activités d'élevage dès lors qu'on constate au sein d'un espace la présence du prédateur.

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Il s'agit bien uniquement ici de définir un certain nombre d'indicateurs permettant de déterminer si l'arrivée du loup sur de nouveaux espaces impliquera des problèmes, que ce soit pour la vie de l'espèce ou en terme d'impacts négatifs sur les activités humaines.

Superficie minimale de l'espace

Chaque espace ayant des caractéristiques propres, on ne peut définir une surface minimum stricte (rappelons ici qu'il est question d'espace vital pour une meute, d'en moyenne 5 loups). A cela vient s'ajouter le fait que le loup peut s'adapter à des contextes différents. La disponibilité en proies sera par exemple un facteur déterminant de la superficie minimal de l'espace vital. Cependant, à travers les exemples de l'Espagne, de l'Italie et du Parc National du Mercantour, on peut déduire que la superficie minimale moyenne de l'espace doit être comprise entre 120 et 200 Km².

Densité routière

Selon les travaux de Thiel, les infrastructures routières au sein de l'espace vital du loup sont néfastes pour le maintien d'une meute dès lors que celles-ci ont une densité supérieure à 0,58 Km/Km². Les routes prises en compte pour calculer cette densité sont celles visibles sur une carte au 1/100 000 . On peut remarquer que des études similaires sont venues par la suite confirmer ces conclusions.

On prendra donc cette densité comme critère considérant qu'une densité supérieure représenterait un facteur de fragilisation de la meute.

Décharge sauvage

Les décharges brutes de déchets ménagers et assimilés, dites « décharges sauvages », exploitées ou non, sans autorisation et sans réglementation, sont interdites en France suite à la circulaire du 20 février 1989, dans le cadre du Plan Départemental Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEMA).

Cependant, selon une étude récente de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME)³⁵, il subsisterait, particulièrement en zone rurale, plusieurs décharges sauvages. On a vu que le loup pouvait avoir un comportement alimentaire opportuniste et fréquenter des décharges qui ne seraient pas surveillées et contrôlées. Dès lors, l'espèce peut être porteuse de plusieurs maladies virales ou parasitaires (telles que la maladie de Carré, l'échinococcose, la gale sarcoptique, etc., ainsi que de nombreux vers parasites). Une transmission à l'homme, notamment par le toucher ou la consommation de végétaux ayant été en contact avec des excréments de loup, n'est pas à ignorer.

L'absence de décharge sauvage constituera donc un critère, dans le sens où par l'intermédiaire du loup, cela peut engendrer des effets négatifs sur l'homme, mais aussi pour l'espèce.

Facteurs écologiques

Comme expliqué précédemment, malgré ses capacités d'adaptation, plusieurs éléments sont indispensables à la survie du loup. La louve a absolument besoin d'un endroit tranquille et proche d'un point d'eau pour mettre bas et élever ses petits dans une tanière.

Aussi, le biotope doit comprendre des zones (espaces forestiers notamment) où le loup peut se réfugier et se reposer en toute tranquillité.

Ces différents points seront donc considérés comme des facteurs.

Aussi, la quantité de proies disponibles revêt une importance de premier ordre et est liée aussi bien à la pérennité de la meute qu'aux questions « d'interactions négatives » avec les activités de chasse et d'élevage.

En Europe occidentale, le régime alimentaire³⁶ du loup, *Canis lupus*, est principalement constitué de Cerf élaphe (*Cervus elaphus*), de Chevreuil (*Capreolus capreolus*), de Chamois (*Rupicapra rupicapra*), de bouquetin (*Capra ibex*) et de sanglier (*Sus scrofa*).

Il sera donc nécessaire que la population de proies disponibles soit viable. Ici, on considérera par viable une population sur laquelle la prédation du loup sera possible sans entraîner une diminution significative des effectifs.

³⁵ in IFEN, (2002), *L'environnement en France*, Paris, Ed. La Découverte, 728 p

³⁶ selon les annexes de la directive « Habitats Faune Flore »
Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.
Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Ces effectifs devront également permettre simultanément une activité de chasse, afin de limiter au maximum les conflits avec les chasseurs.

Il existe différentes méthodes indiciaires pour estimer les populations de chevreuils ou de cerfs par exemple, tel que l'Indice de Pression sur la Flore (IPF). Elaboré par l'Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement (CEMAGREF), la méthode IPF consiste à estimer l'importance de la flore ligneuse ou semi-ligneuse accessible à la dent des cervidés. Puis, est évalué la part de cette végétation consommée par ces animaux. Cette méthode fournit une estimation de la valeur potentielle d'un espace pour les cervidés. On citera également les comptages effectués pour la réalisation de plans de chasse.

L'index de biomasse, selon les travaux de Fuller (1989), pourrait peut-être également permettre d'analyser cette population de proies disponibles. Ce scientifique a comparé les proies disponibles de 25 territoires où vivent des loups. Pour que la comparaison soit valable, il a donné des points différents à chaque ongulé selon son poids.

Pour une étude similaire dans le Sud des Alpes suisses, Landry (1996) a donné 2,25 points pour le cerf (90 kg), 0,625 pour le chamois (27 kg) et 0,425 pour le chevreuil (15 à 20 kg). Pour chaque espèce, le nombre d'individus estimés au sein de l'espace donné est multiplié par le nombre de points reçus.

Récapitulatif des critères

Afin qu'un espace puisse accueillir de façon pérenne une population de loups sans entraîner d'incidences négatives majeures sur les activités humaines, il est donc nécessaires que les critères suivants soient respectés :

- superficie minimale de l'espace comprise entre 120 et 200 Km²,
- absence de cheptel d'élevage domestique,
- densité routière inférieure à 0,58 Km/ Km²,
- absence de décharge sauvage,
- présence d'espaces boisés et relativement isolés dont quelques uns doivent être proches d'un point d'eau,
- population de proies disponibles viable.
-

ETUDES DE CAS

Différents critères ont été déterminés. Il convient de les appliquer à des espaces tests, d'une part pour vérifier leur pertinence, d'autre part pour avoir un début de réponse à l'hypothèse posée et pour susciter une réflexion pragmatique sur la question.

Parcs Naturels Régionaux

Choix des espaces tests

Les espaces tests de cette étude ont été choisis selon plusieurs données. Tout d'abord, si l'on se réfère à la carte « Le loup en France à la fin du XVIII^{ème} siècle » (page 7), on constate que l'espèce était historiquement présente sur quasiment l'ensemble du territoire métropolitain français. Aussi, il ne faut pas oublier la faculté que possède le loup à s'adapter à différentes situations (même si nous venons de voir que certains critères doivent tout de même être respectés).

Par ailleurs, depuis son retour en 1992, l'aire de répartition du loup a connu une croissance constante et s'étend aujourd'hui sur plus de dix départements.

De ces éléments, on peut émettre l'idée que, dans l'absolu, au cours des décennies à venir, l'espèce *Canis lupus lupus* pourrait occuper l'ensemble du territoire (tout du moins dans un premier temps les espaces relativement peu anthropisés).

Cependant, on peut facilement imaginer que cette thèse ne fera pas l'unanimité. En effet, pour tempérer cette affirmation, il convient par exemple de rappeler que depuis le XVIII^{ème} siècle, l'espace français, particulièrement en termes d'infrastructures et de population, a évolué de manière significative.

C'est pourquoi, les espaces tests sur lesquels seront appliqués les critères devront être localisés en périphérie de l'aire de répartition actuelle du loup, dans la continuité de son expansion actuelle. Cette proximité rend en effet plus plausible l'arrivée de l'espèce au sein de ces espaces au cours des prochaines années.

Aussi, si ces études de cas portaient sur des espaces très éloignés, le retour du loup se ferait peut-être, mais dans un futur trop lointain dans la mesure où cette durée impliquerait un trop grand changement des caractéristiques de l'espace considéré.

Pourquoi un Parc Naturel Régional ?

Les Parcs Naturels Régionaux (PNR), institués par le Décret 67-158 du 1^{er} mars 1967, sont créés pour protéger et mettre en valeur de grands espaces ruraux habités³⁷.

Un parc naturel régional est une entité assez difficile à définir. Bien qu'encadré par une législation nationale, le parc naturel régional n'existe que par sa charte, autrement dit par un document ratifié par l'ensemble des élus (communes, départements, régions concernés) qui s'engagent ainsi à prendre un certain nombre de mesures pour préserver tant leur patrimoine naturel et bâti que les diverses activités de la région.

Il ne s'agit en aucun cas d'espaces « mis sous cloche », mais de régions où l'homme s'engage volontairement à promouvoir un développement durable de son territoire.

Les parcs naturels régionaux s'inscrivent dans une démarche de Développement Durable et mettent en œuvre des actions en lien avec 5 missions principales :

- la **protection et la gestion du patrimoine naturel et culturel**, notamment par une gestion adaptée des milieux naturels et des paysages ;
- l'**aménagement du territoire**, en contribuant à la définition et l'orientation des projets d'aménagement ;
- le **développement économique et social**, en animant et coordonnant les actions économiques et sociales pour assurer une qualité de vie sur son territoire ; les Parcs soutiennent les entreprises respectueuses de l'environnement qui valorisent ses ressources naturelles et humaines ;
- l'**accueil, l'éducation et l'information du public**. Les Parcs favorisent le contact avec la nature, sensibilisent les habitants aux problèmes environnementaux ;

³⁷ Fédération des Parcs Naturels Régionaux

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

- **l'expérimentation et la recherche.** Les Parcs contribuent à des programmes de recherche et ont pour mission d'initier des procédures nouvelles et des méthodes d'actions.

Pour ce faire, un PNR base ses démarches sur la concertation afin de respecter les objectifs de sa Charte définis par ses signataires. L'action d'un Parc naturel régional relève en effet prioritairement de l'information, de l'animation et de la sensibilisation à la richesse patrimoniale de son territoire des personnes y vivant, y travaillant, s'y implantant ou y passant, dans l'objectif de modifier leurs comportements.

Du fait de sa volonté de concilier protection du patrimoine naturel et développement économique et social, selon une démarche basée sur la concertation et l'éducation, un parc naturel régional semble a priori être un espace privilégié pour l'application des critères déterminés relatifs à l'hypothèse selon laquelle il existerait aujourd'hui, en France, un ou plusieurs espaces, où le loup peut vivre sans compromettre la survie de l'espèce mais aussi sans entraîner d'incidences négatives majeures sur les activités humaines.

Aussi, le fait que les parcs naturels régionaux se veulent des territoires d'expérimentation s'avère être un élément essentiel dans le choix des espaces tests.

Les espaces tests de cette partie seront au nombre de trois. Il a semblé intéressant d'appliquer les critères déterminés auparavant à plusieurs PNR afin d'avoir une vision plus complète des problématiques en jeux, chaque PNR ayant des caractéristiques propres.

Le choix des PNR s'est fait en fonction du critère de proximité de l'espace considéré au regard de l'aire de répartition du loup en 2004. Les PNR concernés étaient les suivants (voir carte page suivante) :

- PNR du Massif des Bauges,
- PNR du Pilat,
- PNR du Luberon.

Cependant, à l'heure actuelle, l'avenir du PNR du Massif des Bauges n'est pas assuré et sa reconduction devrait être discutée dans les mois à venir.

Par ailleurs, le loup serait présent depuis quelques mois dans le PNR du Lubéron, même si ces informations n'ont pas encore été démontrées scientifiquement.

Ces deux PNR n'ont de ce fait pas été retenus comme espaces tests. Selon le critère de proximité vis à vis de l'aire de répartition du loup en 2004 (présence avérée scientifiquement), les PNR les plus proches étaient dès lors :

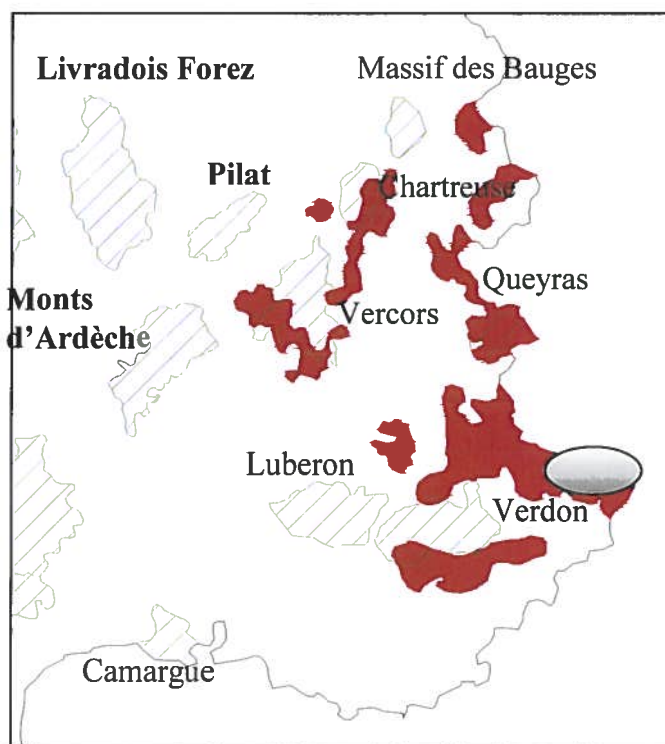
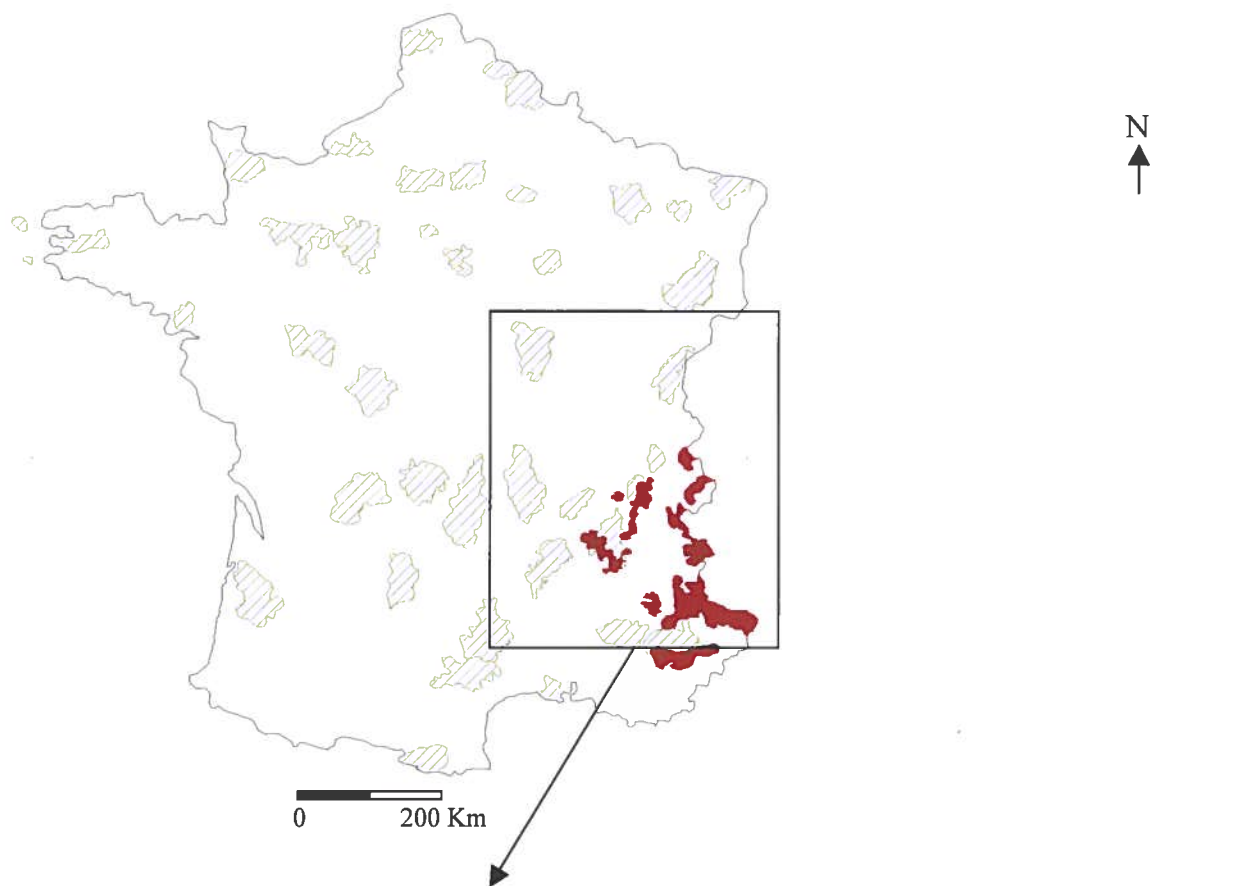
- PNR du Pilat (département de la Loire, 42, et du Rhône, 69),
- PNR des Monts d'Ardèche (département de l'Ardèche, 07),
- PNR du Livradois Forez (département du Puy-de-Dôme, 63, et de la Haute-Loire, 43).

Recueil d'informations

Afin d'appliquer les critères définis aux espaces retenus, les informations ont été obtenues à partir de trois sources principales :

- informations recueillies auprès des personnes travaillant au sein des parcs,
- différents ouvrages et documents décrivant les PNR,
- les chartes de ceux-ci, établies pour dix ans, au sein desquelles figurent les objectifs d'aménagement de l'espace mais aussi une présentation du territoire,
- différents sites Internet réalisés par les parcs concernés.

Des Parcs Naturels Régionaux concernés par le retour du loup






-  Parcs Naturels Régionaux
-  Aire de répartition du loup en 2004 (au minimum présence de traces)
-  Départ de l'expansion (Parc National du Mercantour)

Illustration 9 : Des parcs naturels régionaux concernés par le retour du loup. Source : Fédération des Parcs Naturels Régionaux et loup.org

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, *Canis lupus*, sur le territoire français.

Présentation des Parcs Naturels Régionaux retenus

Le Parc naturel régional du Pilat

La circulaire de 1967 créant les parcs naturels régionaux définissait deux sortes de parc : le parc « proche de la cité » et le parc « éloigné ». Il y a 25 ans, le parc du Pilat fut créé sur le modèle des parcs périurbains dont la vocation principale était d'accueillir les citadins.

Aujourd'hui, cet espace organise son développement à travers, d'une part le Syndicat Mixte du Parc et son projet de territoire (procédures de développement telles que Leader II, opérations de protection du patrimoine avec par exemple Natura 2000...) et d'autre part une collaboration intercommunale interne qui contribue au développement local.

Classé PNR depuis 1974, le Pilat est aussi -et surtout- un lieu de vie de près de 50 000 habitants et un lieu de détente pour les habitants des villes.

Aujourd'hui, le parc s'étend sur une superficie de 700 km². Il comprend 47 communes rurales dont 38 appartiennent au département de la Loire et 9 au département du Rhône.

Le Massif du Pilat est situé au centre de la bordure orientale du Massif Central. Au-dessus de la vallée du Rhône, ses crêts-belvédères offrent des vues panoramiques très intéressantes.

La raideur des pentes de ce massif (l'altitude varie de 140 à 1432 mètres) et sa position au carrefour de 3 types climatiques (influences méditerranéenne, océanique et continentale) offre une richesse et une variété de milieux naturels et de paysages.

Malgré une unité d'ensemble bien affirmée, le Pilat est constitué de la juxtaposition de petites régions aux caractères différents qui s'opposent tant par les climats, les paysages, les faunes et les flores que par les types d'habitats et les modes de mise en valeur des terres.



Illustration 10 : carte du parc naturel régional du Pilat. Source : Parc naturel régional du Pilat

Trois secteurs peuvent ainsi être distingués :

-*Le Pilat du piémont rhodanien* présente des caractéristiques méditerranéennes surtout affirmées dans les vallées affluentes du Rhône qui prennent souvent l'aspect de « ravins ».

-*Le Pilat des crêts*, autour de la Perdrix et de l'Oeillon, est surtout caractérisé par la lande pseudo-alpine composée du Genêt poilu, de l'Airelle rouge, de l'Alchemille des Alpes...



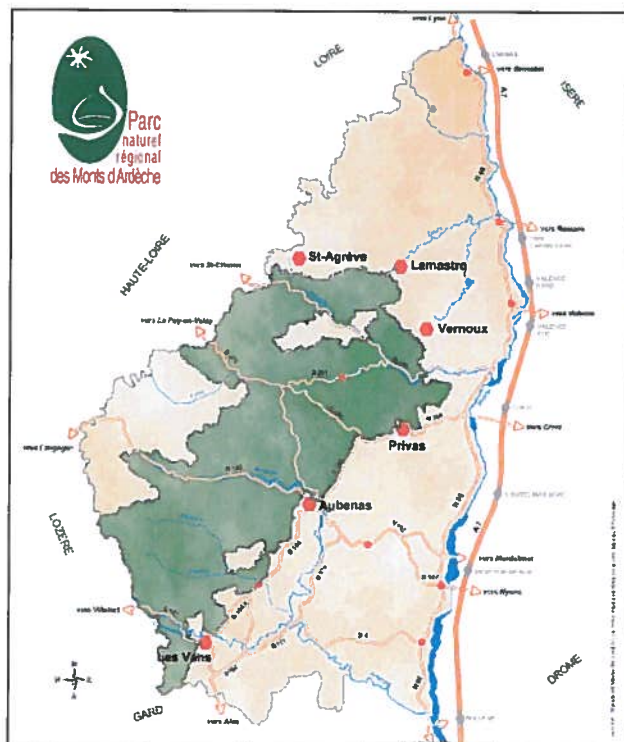
-*Le Pilat des plateaux* a une altitude moyenne de 900 mètres et domine le bassin stéphanois. Pâturages, prairies humides et sapinières se partagent l'espace. Certains creux de vallons abritent des tourbières acides à Sphaignes.

Illustration 11 : vue sur le Pilat. Source : Parc naturel régional du Pilat

Le Parc naturel régional des Monts d'Ardèche

Le Parc naturel régional des Monts d'Ardèche est situé à l'extrême sud-ouest de la région Rhône-Alpes, dans le département de l'Ardèche, en limite des régions Auvergne et Languedoc-Roussillon, sur la bordure orientale du Massif Central.

Illustration 12 : carte du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche. Source : Parc naturel régional des Monts d'Ardèche



Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.
Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, *Canis lupus*, sur le territoire français.

Le territoire s'étend de Lamastre au nord (vallée du Doux) à Malbosc au sud. A l'ouest, il est délimité par la ligne de partage des eaux. Seul le secteur des sucs, véritable unité géologique et paysagère, concerne le bassin de la Loire. A l'est, le piémont cévenol marque une rupture franche entre la moyenne montagne cristalline et la plaine sédimentaire du Bas-Vivarais.

Il comprend 132 communes sur une superficie de 1800 km² et une population d'environ 56 000 habitants.

Le projet de parc est né de la volonté des acteurs locaux : les premières réflexions ont été conduites par des castanéiculteurs du Syndicat des producteurs de châtaignes et marrons de l'Ardèche dès 1992.

Le châtaignier et les terrasses sont en effet un des éléments les plus visibles et transversaux de la culture commune. Toute l'agriculture de pente traduit la relation étroite entre les activités humaines et un environnement difficile. Ce paysage singulier illustre le caractère de l'arrière pays ardéchois.

En 1997 et 1998, la charte constitutive a été préparée et c'est finalement en 2001 que le syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche a été créé.

Le parc se caractérise par des reliefs marqués par de fortes dénivellations, une succession de crêtes élevées et de vallées profondes, un réseau hydrographique important, une végétation dense et des roches granitiques qui affleurent en permanence. L'intérêt naturel du site est également issu des différences latitudinales ajoutées à l'altitude : de l'étage sub-alpin du Mont Mézenc (1753 mètres) à l'étage méditerranéen des Vans (170 mètres).



Illustration 13 : *l'importance des châtaigniers dans le parc.*
Source : Reille A., Guide des Parcs Naturels Régionaux

Le Parc naturel régional du Livradois-Forez

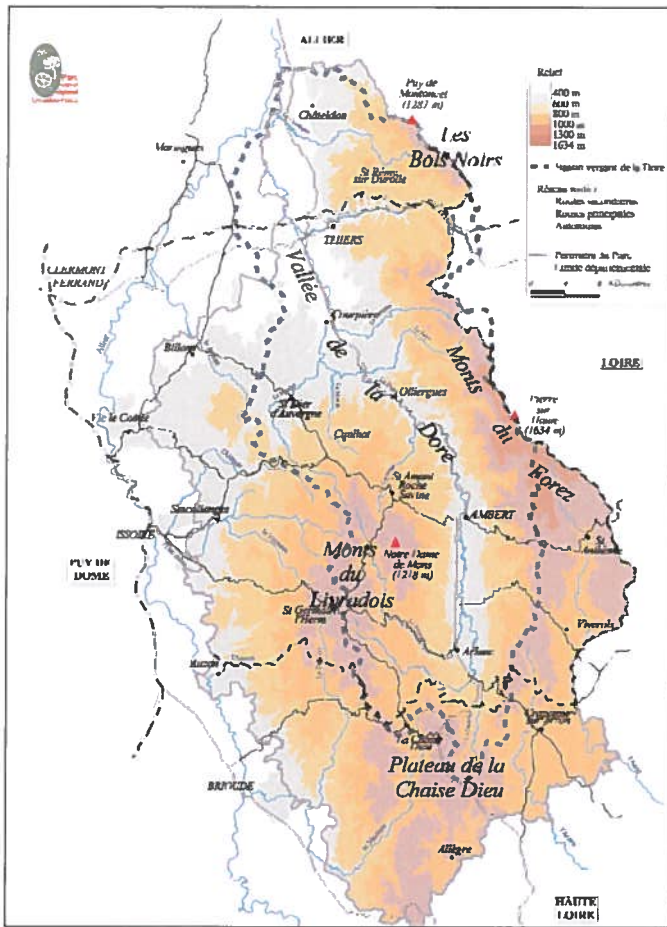


Illustration 14 : carte du Parc naturel régional du Livradois-Forez.

Source : Parc naturel régional du Livradois-Forez

Situé à l'est de l'Auvergne, le Parc naturel régional du Livradois-Forez s'étend sur une partie des deux départements du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire. D'une superficie de plus de 3 000 km², il comprend dans le cadre de sa nouvelle charte 170 communes regroupant 101 000 habitants.

Cette population est très inégalement répartie entre montagnes et vallées. La vallée de la Dore concentre aujourd'hui la majeure partie de l'activité économique de la région et regroupe près de la moitié de la population.

Une grande part de l'originalité de cette région tient à sa culture artisanale et industrielle, une culture qui la distingue des autres régions du Massif Central car bien antérieure à la plupart des autres bassins industriels.

Si cet espace a connu une période d'activité économique soutenue, l'exode s'est développé depuis la fin du XIX^e, faisant passer la région d'une situation de surpopulation à une sensation de vide. Cette évolution démographique, dont les conséquences psychologiques et sociales sont très profondes, se lit aujourd'hui dans les structures paysagères et villageoises qui sont particulièrement menacées.

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

*Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, *Canis lupus*, sur le territoire français.*

Crée en 1986, le parc recouvre un territoire très diversifié. Le relief est assez marqué, le plus haut sommet étant la Pierre sur Haute avec ses 1634 mètres. Le climat est rigoureux et bien arrosé sur les sommets du Forez où, malgré la faible altitude, les conditions sont presque subalpines.

Une très grande partie du parc est occupée par la forêt : celle-ci couvre 123 000 hectares, soit 40 % du territoire. Certains massifs sont de grandes superficies, comme dans les Bois-Noirs, au nord-est du parc ou dans les monts du Forez.

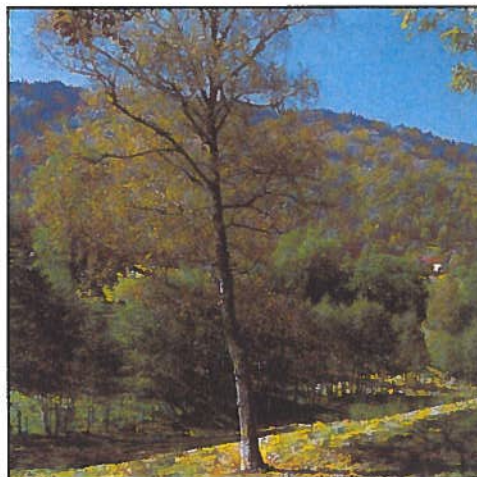


Illustration 15 : vue sur les Monts du Forez. Source : Reille A., *Guide des Parcs Naturels Régionaux*

Application des critères

Rappel méthodologique

Avant d'appliquer les critères définis précédemment aux trois parcs naturels régionaux, il semble important à ce stade de rappeler l'hypothèse principale de cet exposé :

Il existe aujourd'hui, en France, un ou plusieurs espaces, où le loup peut vivre sans compromettre la survie de l'espèce mais aussi sans entraîner d'incidences négatives majeures sur les activités humaines.

Aussi, il convient d'apporter quelques précisions méthodologiques au sujet des six critères. On notera tout d'abord que l'ensemble de ces critères doit être respecté afin qu'aucun problème n'apparaisse en cas d'arrivée du loup sur ces espaces, que ce soit pour la survie de l'espèce ou pour les activités humaines.

Par ailleurs, il est apparu comme nécessaire de hiérarchiser et prioriser ces critères ainsi que de les analyser selon un ordre réfléchi. Ils seront de ce fait classer selon deux niveaux d'importances, et ceci d'après différents paramètres.

*Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.
Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.*

Critères de niveau 1 : ils doivent être analysés prioritairement. Ils sont en effet considérés comme primordiaux. S'ils ne sont pas respectés, les préjudices aussi bien pour l'homme que pour le loup seraient majeurs. L'espace sera dès lors considéré comme très vulnérable au vu de la problématique posée.

Ont été classés comme critères de niveau 1 :

- **la présence d'espaces boisés et relativement isolés dont quelques uns doivent être proches d'un point d'eau.** Nous avons vu que le loup était une espèce capable de s'adapter à différentes contraintes vis à vis de son espace vital. Il est cependant primordial que la meute puisse disposer d'un espace boisé (d'au moins 10 hectares) où les facteurs écologiques permettent le repos des individus et surtout la mise bas des femelles ainsi que l'élevage des louveteaux.
- **l'absence de cheptel d'élevage domestique et l'existence d'une population viable de proies sauvages.** Ces deux critères sont intimement liés, l'absence de proies sauvages ayant des répercussions sur les attaques des troupeaux domestiques. Il a également été démontré qu'à l'heure actuelle, les conflits les plus marqués concernent les activités en termes d'élevage. Même si les mesures de protection mises en place sont efficaces, plusieurs problèmes demeurent. Aussi, les conflits possibles avec les activités cynégétiques, en cas de baisse importante de la quantité de gibier, ne doivent pas être ignorés.

Critères de niveau 2 : ils représentent des éléments importants, à ne pas négliger. Cependant, si l'espace ne répond pas à ces critères, les problèmes posés seraient d'ampleur moins importante que ceux précédemment cités. Des solutions seront envisageables soit du fait de l'adaptation de l'espèce ou de programme spécifique réalisés par les acteurs locaux. Ces critères sont donc étudiés dès lors que les critères de niveau 1 sont respectés.

Ont été classés comme critères de niveau 2 :

- **la superficie minimale de l'espace vital du loup comprise au minimum entre 120 et 200 km² ainsi que la densité routière inférieure à 0,58 Km / Km²** (ce dernier étant fortement corrélé au degré d'anthropisation du milieu). Le loup, *Canis lupus lupus*, est une espèce plastique qui peut s'adapter à différents espaces, dès lors que certains facteurs écologiques sont respectés. Plusieurs exemples de meutes présentes dans des pays de l'Europe de l'Est, tel que la Roumanie, viennent confirmer cette hypothèse.

Même si la survie de l'espèce ne sera pas menacée, l'espace considéré ne sera pas un lieu idéal pour un développement optimal du loup. Cependant, il est fort probable que celui-ci adapte son mode de vie (comme au niveau de la taille de la meute si l'espace vital est restreint) en fonction des caractéristiques de l'espace.

Par ailleurs, du fait de l'anthropisation marquée, les rencontres entre l'homme et le loup seront favorisées, pouvant entraîner certains problèmes.

- **l'absence de décharge sauvage.** Le loup peut adopter un comportement alimentaire très opportuniste. Dès lors, il peut fréquenter des décharges brutes non surveillées, si de tels sites sont présents sur son espace vital. L'espèce peut dans ce cas devenir porteuse de plusieurs maladies virales, dont certaines transmissibles à l'homme.

Rappelons que ces « décharges sauvages » sont interdites en France depuis 1989. Si toutefois, la fréquentation de décharge par des loups est avérée, différentes mesures pourraient être mises en place pour limiter les dangers. Ce critère, même s'il convient de ne pas le négliger, ne revêt donc pas la même importance que les critères de niveau 1.

Aujourd'hui, le loup peut-il vivre, au sein des trois PNR retenus, sans compromettre sa survie mais aussi sans avoir d'incidences négatives majeurs sur les activités humaines ?

➤ Critères de niveau 1

Nous allons à présent confronter les critères de niveau 1 aux caractéristiques des différents parcs naturels régionaux. S'il s'avère que ceux-ci sont respectés, cette analyse sera complétée par les critères de niveau 2.

- Présence d'espaces boisés isolés :

Aux vues des descriptions présentes au sein des chartes des différents PNR retenus, il s'avère que ces espaces renferment plusieurs espaces boisés, d'au moins 10 hectares. Ceux-ci permettraient de ce fait à une meute de loups de se reposer et la mise bas des louveteaux.

Cette proportion d'espaces boisés serait même en passe de devenir un handicap pour ces PNR. Le Pilat a par exemple engagé, dans le cadre de sa Mission « agriculture et forêt » (Animer des dispositifs de gestion de l'espace), un Programme Local de Gestion de l'Espace (PLGE). Celui-ci a pour but de mettre en place des actions visant à contrecarrer la progression des friches et du boisement sur ces secteurs³⁸.

Au sein du Livradois-Forez des actions visant à freiner la fermeture des paysages par les boisements sont également en cours.

- Existence d'une population viable de proies sauvages :

On entend ici comme viable une population sur laquelle la prédation du loup sera possible sans entraîner une diminution marquée des effectifs. Les proies concernées au sein de ces PNR sont principalement le Cerf élaphe, le Chevreuil, le Sanglier et de manière moins significative le chamois.

Il n'existe pas d'évaluation des populations de ces mammifères à l'échelle des parcs. Cependant, il existe quelques études faisant état partiellement de la « bonne santé » des populations de sangliers et de chevreuils.

Le Document d'objectifs du site Natura 2000 des Bois Noirs, situé au sein du territoire du parc du Livradois-Forez, nous donne par exemple quelques indications. L'exposé des enjeux liés aux activités économiques et socioculturelles évoque un « fort potentiel en terme de chasse du gros gibier (chevreuil et sanglier)³⁹ ».

³⁸ Charte 2000-2010 du parc naturel régional du Pilat

³⁹ Parc Naturel Régional du Livradois-Forez, (1997), Document d'objectifs pour le site Natura 2000 des Bois Noirs, 87 p. Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires. Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Par ailleurs, la Fédération Départemental des Chasseurs d'Ardèche (dont le territoire d'action concerne celui du parc naturel régional des Monts d'Ardèche) indique que les indemnités des dégâts de gibier aux récoltes, régies par les articles L.426.1 à L.426.6 et R.226.1 à R.226.19 du code de l'environnement, ont été multipliées par sept depuis 1975, du fait particulièrement de la croissance exponentielle des sangliers, et dans une moindre mesure des chevreuils, dans le département de l'Ardèche.

La Charte 2000-2010 du parc naturel régional du Pilat mentionne également les dégâts occasionnés par les grands gibiers dans le cadre de l'objectif de « gestion durable des massifs forestiers ».

- Absence de cheptel d'élevage domestique :

La production caprine dans le massif du Pilat est une activité traditionnelle qui était historiquement plutôt complémentaire des exploitations agricoles, voire une production vivrière permettant l'utilisation d'espaces difficiles, inexploitable autrement. De cette tradition est né un fromage fermier en passe d'être reconnu par une Appellation d'Origine Contrôlée. Le Parc apporte sa contribution au montage du dossier pour l'obtention de l'AOC en participant au groupe de travail et en accueillant des commissions d'enquête.

Depuis 1994, la filière caprine dans le Pilat s'est fortement développée grâce à un Programme Intégré de Développement Agricole (PIDA) financé par la Région Rhône-Alpes, l'Etat, le Département de la Loire et l'Union européenne. Cette initiative a permis l'installation de jeunes éleveurs, une augmentation du cheptel, l'entretien des espaces soumis à déprise, la construction d'une nouvelle usine et de nombreuses créations d'emplois. En 8 ans, ce projet est devenu un véritable succès de développement agricole local.

L'activité d'élevage est tout aussi présente au sein du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche. Par exemple, la région des Boutières, où dominent les herbages, reste une région assez agricole avec « agriculture extensive vouée à l'élevage mixte à dominante d'ovins.⁴⁰ » Le mouton joue aussi un rôle très important dans la région de la Haute-Cévenne. Par ailleurs, la région des Sucs demeure fondamentalement une région d'élevage à dominante bovine, le Plateau de Vernoux étant la principale zone laitière du département.

⁴⁰ Charte constitutive du parc naturel régional des Monts d'Ardèche, p. 39
Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.
Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

La Charte constitutive résume l'importance de l'élevage au sein du parc : « Le second élément fédérateur (après le châtaignier) du parc est la présence de l'élevage sur l'ensemble du territoire ». ⁴¹

Même si l'activité d'élevage n'est pas forcément aussi développée que dans les deux autres parcs, elle n'est pas insignifiante au sein du Livradois-Forez.

En dehors des activités traditionnelles d'élevage, le parc a fait le pari depuis quelques années de l'agriculture biologique : « 64 exploitations biologiques, dont une partie non négligeable en activités d'élevage, ont été répertoriées sur le parc en 2002 » ⁴².

Ces espaces correspondent aux deux premiers critères de niveau 1. Ces PNR semblent donc être des espaces au sein desquels une meute de loup pourrait exister sans compromettre sa survie (affirmation à compléter avec les critères de niveau 2). Cependant, il existe des probabilités élevées pour que des conflits apparaissent avec les activités agricoles d'élevage.

L'ensemble des critères de niveau 1 n'est pas respecté. L'application de ceux-ci infirme donc l'hypothèse principale. Il semble tout de même intéressant d'étudier les critères de niveau 2, notamment afin de vérifier leur pertinence.

➤ Critères de niveau 2

- Superficie minimale de l'espace vital :

La superficie de l'espace vital nécessaire à la pérennité d'une meute de loups d'une taille moyenne (5 individus adultes) dépend de différents facteurs. D'après différents cas relevés au sein de plusieurs pays européens, on peut cependant considérer que cette superficie doit être au minimum de 120 Km².

Aux vues des superficies des espaces analysés, on peut conclure que ce critère est respecté. En effet, la superficie la moins importante des trois est celle du Pilat avec 700 Km² et le parc connaissant la plus grande étendue est le Livradois-Forez avec 3000 Km².

⁴¹ Charte constitutive du parc naturel régional des Monts d'Ardèche, p. 40

⁴² La lettre du Parc, numéro 20, mai 2005

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, *Canis lupus*, sur le territoire français.

- Densité routière inférieure à 0,58 Km / Km² :

Selon les études de Thiel, le réseau routier (et la circulation qui en est liée) aurait des incidences négatives sur une population de loups, lorsque la densité routière dépasse 0,58 Km/Km². Le réseau routier est entendu ici comme l'ensemble des infrastructures routières indiquées sur une carte au 1/100 000.

Une représentation graphique de ce réseau a dès lors été nécessaire afin d'étudier l'impact possible de celui-ci sur les loups (Cf. carte ci-dessous pour la parc naturel régional du Pilat). Le logiciel de cartographie Map Info nous a ensuite permis de calculer la longueur totale du réseau puis la densité routière en fonction de la superficie de l'espace donné.

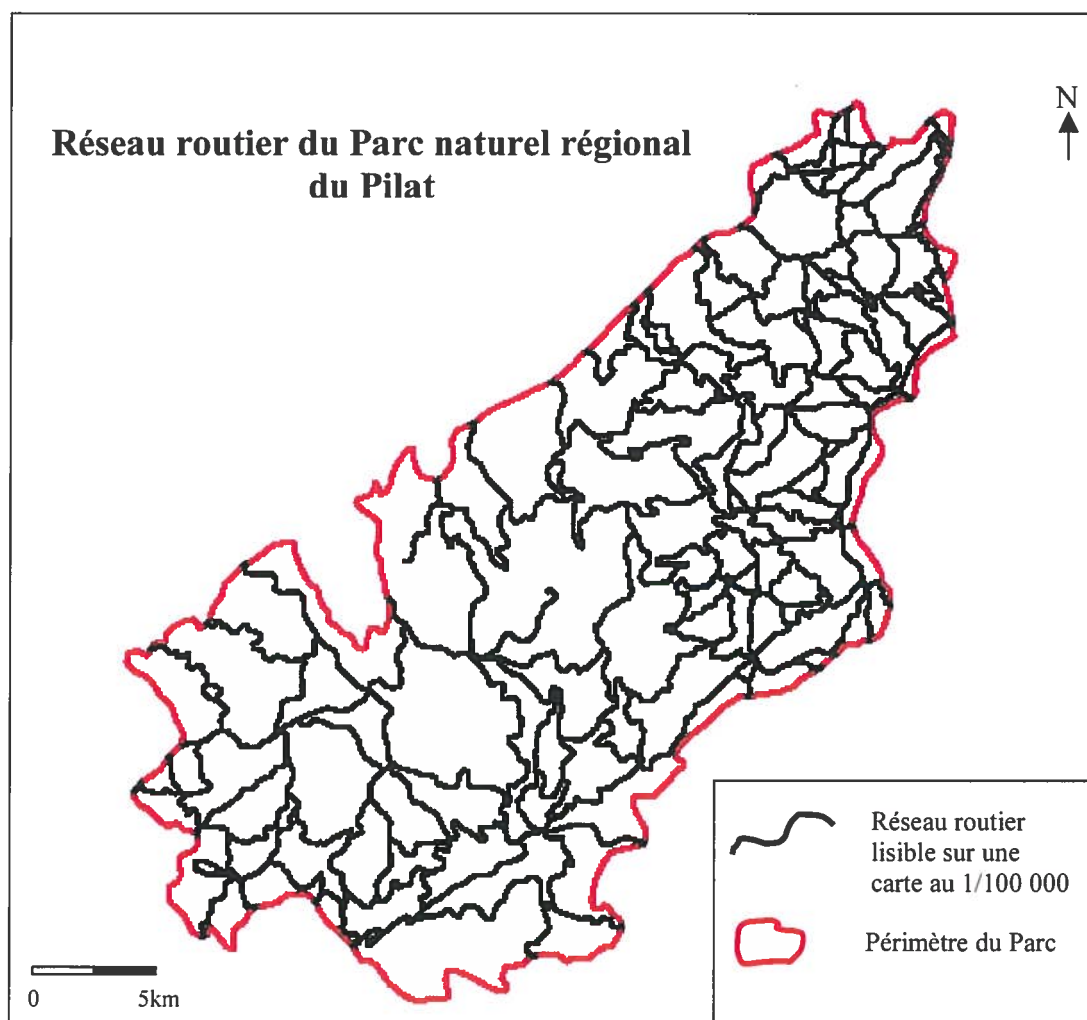


Illustration 16 : Réseau routier du Parc naturel régional du Pilat. Source :Atlas Routier Michelin 2004.
Réalisation A. Delamarre

Les résultats sont les suivants :

- 0,62 Km / Km² pour le parc naturel régional du Pilat,
- 0,53 Km / Km² pour le parc naturel régional des Monts d'Ardèche,
- 0,49 Km / Km² pour le parc naturel régional du Livradois-Forez.

On constate donc que pour deux des trois parc, la densité routière est inférieure à 0,58 Km / Km². En ce qui concerne le parc naturel régional du Pilat, on remarquera que la densité calculée est relativement proche du seuil retenu. Cependant, du fait de sa proximité avec des espaces fortement peuplés, le parc est fortement fréquenté durant la saison estivale. Même s'il n'existe pas de données à l'échelle de cet espace, cette fréquentation peut représenter un facteur limitant à la présence du loup.

- Absence de décharge sauvage :

D'après les indications présentes au sein des diagnostics réalisés dans le cadre de l'élaboration des Chartes des PNR concernés, il n'existerait pas au sein de ces espaces de décharge sauvage (ou décharge brute) non contrôlée.

Au terme de l'application des différents critères aux caractéristiques des trois parcs naturels régionaux retenus, il s'avère que pour deux de ces trois espaces, cinq des six critères sont respectés, le critère n'étant dans aucun des cas respecté étant celui de la présence de cheptel domestique.

Pour le Pilat, il semblerait que le critère de la densité routière (et de la fréquentation humaine) soit également un élément pouvant induire des incidences négatives sur les populations lupines.

Il faut rappeler que l'hypothèse (selon laquelle le loup peut vivre, au sein de ces espaces, sans compromettre sa survie mais aussi sans entraîner de problèmes majeurs sur les activités humaines) n'est confirmée uniquement lorsque l'ensemble des critères est respecté.

On peut donc en conclure que le retour du loup ne pourrait se faire au sein de ces espaces, et ceci de façon pérenne pour l'avenir des individus concernés. Le retour de ce grand prédateur entraînerait également très certainement des conflits majeurs avec les activités agricoles d'élevage. On pourra noter que ces activités sont d'autant plus vulnérables à la prédation du loup qu'elles ne sont pas préparées à son retour. Aussi, une majorité du cheptel évolue au sein d'enclos et ne fait pas l'objet de mesures de protection telles qu'elles existent par exemple dans les Alpes.

A première vue, notamment en terme d'objectifs de gestion, les parcs naturels régionaux retenus semblaient pouvoir être des espaces au sein desquels le retour du loup aurait pu s'effectuer sans problèmes majeurs. Après application des critères définis, il s'avère que cette hypothèse ne peut être entièrement confirmée.

Réserve Naturelle Nationale

Afin d'affiner la réflexion sur les problèmes que soulève pour des espaces la protection et la répartition d'une espèce telle que le loup, il semble intéressant de définir un second type d'espaces pour y appliquer les critères retenus précédemment.

Cette seconde étude de cas ne se veut pas aussi précise que la précédente. Elle a pour objectif d'élargir le questionnement à un nouvel espace pour mieux identifier les possibles problèmes posés.

Cet espace a également été choisi en périphérie de l'aire de répartition actuelle de l'espèce. Celui-ci se devait de connaître une autre gestion des différents éléments caractérisant l'espace.

Aussi, le cas d'une Réserve Naturelle Nationale, en tant qu'« espace naturel protégeant un patrimoine naturel remarquable par une réglementation adaptée tenant aussi compte du contexte local⁴³ », semble intéressant.. Un tel espace représente également « un instrument réservé à des enjeux patrimoniaux forts : espaces, espèces et objets géologiques rares ou caractéristiques ».

La Réserve Naturelle des Ballons Comtois est située sur les départements de la Haute-Saône en Franche-Comté et des Vosges en Lorraine. Créée le 4 avril 2002, elle est gérée par l'Office National des Forêts, ONF, de Franche-Comté.

Elle regroupe « un vaste espace sauvage et calme, composé de deux chaînes montagneuses séparées par la vallée du Rahin, dans un compartiment d'altitude majoritairement supérieur à 800 mètres.⁴⁴ »

43 selon la fédération des Réserves Naturelles de France, www.reserves-naturelles.org

44 selon le diagnostic réalisé pour le site Natura 2000 Fr 4312004 Ballons Comtois, espace qui correspond à celui de la Réserve Naturelle

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Il convient à présent d'appliquer succinctement les critères, définis précédemment, à cet espace⁴⁵ :

- *Présence d'espaces boisés* : les groupements forestiers recouvrent la plus grande partie de la réserve. Au total, 78% de cet espace est composé de forêt (hêtraies-sapinières, aulnaies -frênaies...).
- *Existence d'une population viable de proies sauvages* : l'omniprésence du domaine forestier et l'absence d'activités cynégétiques confèrent à la réserve une grande richesse en terme de populations de chevreuils et de cerfs élaphe.
- *Absence de cheptel d'élevage domestique* : il n'existe pas au sein de la réserve naturelle d'activités d'élevage.
- *Densité routière* : aux vues de la carte IGN du site, il n'existe pas au sein de cet espace d'infrastructures routières, exceptés les chemins forestiers et quelques routes communales.
- *Absence de décharge brute* : aucune décharge brute n'a été recensé sur la réserve naturelle des Ballons Comtois.
- *Superficie minimale de l'espace vital* : la réserve s'étend sur 1900 hectares soit 19 km². Or, nous avons pu voir que la superficie minimale moyenne de l'espace vitale d'une meute doit être supérieure à 120 km². Ce dernier critère apparaît donc comme un problème. Même si l'adaptabilité (ou grande amplitude écologique) du loup pourra être exposée comme facteur non négligeable à cette question, cette superficie minimale de l'espace induit une réflexion plus complexe sur la notion de frontières.

En effet, exceptées certaines frontières physiques, telles que les océans où les reliefs montagneux marqués, qui ne sont présentes dans ce cas précis, il s'avère que l'espèce *Canis lupus* se cantonnera difficilement à un espace déterminé, et ce du fait même de son état de mammifère et de sa fonction première qui est d'étendre son aire de répartition.

Cette idée figure parmi différents questionnements qu'il s'agira par la suite de traiter au cours d'une phase de discussion.

⁴⁵ les données suivantes sont issues du diagnostic réalisé pour le site Natura 2000 et d'informations communiquées par le Parc naturel régional des Ballons des Vosges

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

*Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, *Canis lupus*, sur le territoire français.*

Analyse itérative des critères retenus

Les critères définis ont été appliqués et « confrontés » à des cas concrets, aux configurations différentes : trois parcs naturels régionaux et une réserve naturelle nationale.

Ces critères avaient été élaborés dans un souci d'exhaustivité, suite à l'analyse de contextes généraux basés notamment sur les incidences négatives de l'espèce sur les activités humaines et sur les facteurs nécessaires à la survie de l'espèce. Cependant, quelques éléments ont montré par la suite certaines limites. Nous nous plaçons à présent dans une démarche d'évaluation a posteriori de la pertinence des critères retenus.

Il s'est avéré, particulièrement dans le cas des parcs naturels régionaux, que la présence d'activités d'élevage représentait un des soucis majeur en termes de cohabitation des activités humaines avec une population de loups. Or, s'il est vrai que au sein des espaces étudiés, les activités d'élevage semblaient difficilement pouvoir s'adapter à la contrainte de la prédation. Toutefois, ce critère pourrait peut-être être nuancé en fonction de l'efficacité (réelle ou possible) des mesures de protection du cheptel domestique en fonction des caractéristiques de l'espace considéré. Dans de nombreux cas, la réflexion du directeur de la Réserve des Hauts plateaux du Vercors selon laquelle « on ne peut pas avoir « tout loup » ou « tout élevage⁴⁶ » est intéressante.

Par ailleurs, le caractère quantitatif des critères a été favorisé. Malgré cela, il a été difficile d'instaurer ce principe pour chacun d'eux. La notion de population « viable » de proies sauvages semble, par exemple, parfois difficilement quantifiable. Plusieurs indices, tel que celui de la biomasse, semble intéressant mais relativement difficile à mettre en place. Ce type d'informations n'est pas toujours disponible à l'échelle de l'espace étudié. On est donc parfois obligé de se limiter à des tendances de population.

⁴⁶ in Delfour J., (2004), *Vivre avec le loup*, Paris, Hesse, 141 p.

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Aussi, la densité routière représente un caractère primordial à prendre en compte pour les incidences induites sur les populations de loups. Cette densité permet par ailleurs par extrapolation de qualifier le degré d'anthropisation d'un espace. Il est vrai qu'il aurait été préférable d'utiliser un indicateur directement lié à cette donnée. Malheureusement, il ne semble pas que des études précises aient été menées dans ce domaine.

Les travaux de Thiel en terme d'impacts de la densité routière restent cependant un bon point de départ. On remarquera néanmoins que ceux-ci ont été élaborés à partir d'études de cas américains. Les espaces concernés sont donc différents des français. A titre de comparaison, et ce selon la même méthodologie que celle utilisée pour les études de cas, la densité routière du Parc naturel régional du Queyras a été calculée. Celle-ci correspond à 0,37 Km/Km² et est donc inférieure au seuil défini par Thiel. Or, il s'avère qu'au sein de cette espace qui accueille une population permanente de loups depuis 1997, seule un cas de collision avec un véhicule a été recensé.

Certes, il ne s'agit là que d'un exemple, mais celui-ci permet une certaine vérification du critère défini.

Ces critères représenteraient donc plus un cadre dans l'étude des vulnérabilités d'un espace aux vues du retour du loup. Ceux-ci doivent en effet pouvoir s'adapter aux particularités des espaces considérés, afin d'élaborer un diagnostic pertinent et adéquat.

DISCUSSION

Canis lupus, une espèce sans frontières

Une des définitions générales de la notion de frontière consiste à la caractériser en tant que « limite, interface privilégiée entre des systèmes différents⁴⁷ ». Plus précisément pour le loup, on pourrait la définir comme la limite territoriale de son espace vital (espace occupé par la meute, non défendu, mais utilisé par les loups comme un espace de vie).

Ces frontières de l'espace vital ne sont pas fixes dans le temps et peuvent varier selon plusieurs facteurs : taille de la meute, disponibilité des proies, dispersion des jeunes... Par ailleurs, nous avons déjà considéré que celles-ci pouvaient difficilement se superposer à celles des espaces définis par les hommes.

Si ces frontières ne sont pas fixes, le loup serait donc une espèce nomade, au sens d'individu « qui mène un genre de vie non sédentaire⁴⁸ ». Cette idée serait intéressante dans l'explication de certains problèmes liés à la cohabitation sur un même espace d'espèces sédentaires, comme l'homme, et d'espèces nomades. On pourrait dès lors s'interroger sur la place des espèces nomades à l'époque actuelle. Roger Brunet indique que « Les peuples nomades ont toujours été réputés comme des peuples agités et dangereux : les Hébreux, les Arabes, les Turcs... Ils transportent leur patrie avec eux et sont donc toujours chez eux ». Cette analyse pourrait très bien être transposée aux espèces animales nomades...

Il semble cependant que le qualificatif de nomade ne corresponde pas totalement aux caractéristiques comportementales du loup, *Canis lupus*. En effet, même si les frontières de l'espace vital peuvent être fluctuantes, il n'empêche que la localisation globale de cet espace de vie est quand à lui fixe. Certes, selon les saisons, une meute occupera peut-être des portions différentes de son espace vital mais on ne peut considérer, selon une définition plus zoologique, qu'une meute de loups change de région avec les saisons.

⁴⁷ Brunet R., Ferras R., Théry H., (1998), *Les mots de la Géographie, dictionnaire critique*, Paris, Ed. La documentation française, 518 p.

⁴⁸ selon le dictionnaire Larousse

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Mais si on analyse l'espèce à un niveau plus large que celui de la meute, c'est à dire au sens d'un ensemble d'individus, par exemple, sur le territoire français, le raisonnement est différent.

Le loup est un mammifère. La dynamique de sa population veut donc qu'il se reproduise et que son aire de répartition s'étende, en s'affranchissant des contraintes de l'espace.

Cette évolution du peuplement dépend de plusieurs facteurs : disponibilité des proies, concurrence avec d'autres carnivores, présence de nouveaux espaces disponibles regroupant des habitats favorables et prédation subie par l'espèce. Il s'avère que depuis son retour sur le territoire français au début des années 1990, l'espèce se trouve dans un contexte favorable, favorisé notamment par les mesures de protection dont elle fait l'objet.

La dispersion, pour un jeune loup, est « le fait de quitter l'environnement parental immédiat. Elle joue un rôle majeur dans la structure génétique, la distribution spatiale, la longévité, la composition et l'organisation sociale ⁴⁹ » de l'espèce. Plusieurs études ont révélé que le quart, voire le tiers de la population dispersait chaque année. Les individus qui migrent sont principalement des jeunes de moins de deux ans. La dispersion leur offre une chance de devenir reproducteurs et d'être à l'origine d'une nouvelle meute.

Quelle gestion pour l'espèce *Canis lupus* en France ?

Dès lors, on constate que, dans la configuration actuelle, l'espace considéré dans toute réflexion relative à la gestion de ce grand prédateur sera toujours trop restreint. Une réflexion sur la gestion de cette expansion de l'espèce est donc primordiale.

Comme le rappelle Jean-Claude Génot, le terme de gestion recouvre de nombreuses réalités qui vont de la « non intervention à la restauration des habitats en passant par la réintroduction d'espèces, les réhabilitations de sites naturels, les études, les suivis continus ». Ici, il serait question de gérer, de réguler l'espèce en fonction des incidences négatives majeures constatées sur un territoire et donc selon sa vulnérabilité au retour de l'espèce.

⁴⁹ Landry J.M., (2001), *Le loup*, Paris, Ed. Delachaux et Niestlé, les sentiers du naturaliste, 240 p.

Ce questionnement n'a peut-être pas été assez présent à partir du milieu des années quatre-vingt-dix, ou plus simplement lorsque la France s'est engagée à protéger l'espèce sur son territoire. De cela découle probablement une gestion à court terme des problématiques liées au loup. La décision prise, par arrêté du 17 juin 2005, par le ministère de l'écologie et du développement durable est en ce sens révélatrice.

Celle-ci stipule qu'« est autorisé le prélèvement de spécimens dans la limite de six pour l'ensemble des départements de l'Ain, des Alpes-de-Haute-Provence, des Hautes-Alpes, des Alpes-Maritimes, de la Drôme, de l'Isère, de la Savoie, de la Haute-Savoie et du Var⁵⁰ ».

Pour justifier sa décision, Nelly Olin, ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, invoque une augmentation de 15 % des attaques de loups contre les troupeaux entre 2003 et 2004. Rappelons qu'il existe peu de données consensuelles sur ce sujet. Les effectifs tout d'abord : ils seraient 55 dans l'Hexagone pour ses partisans, plus d'une centaine pour ses adversaires. 2550 brebis en auraient été victimes en 2004. Beaucoup auraient été tuées par des chiens errants, selon les défenseurs du prédateur. La gestion à venir de l'espèce devra, pour être efficace, se baser sur des données scientifiquement définies, objectives et basées sur des études précises sur le long terme, mettant de côté toute décision de prélèvement arbitraire.

Cet arrêté fait une nouvelle fois débat, au sein des différentes catégories d'acteurs concernés. On lui reproche notamment d'avoir été élaboré par « quelques dirigeants parisiens », sans réelle concertation avec les acteurs locaux. « On est sur le terrain et vous vous faites des programmes à Paris comme le Développement Durable⁵¹ » ou « Il faut trouver des solutions locales, en travaillant avec les éleveurs⁵² » sont autant de citations qui mettent en exergue ces reproches. La protection de l'espèce et sa cohabitation avec les activités humaines passe par le dialogue, la concertation et la participation active de toutes les forces en présence. Et pour que ce dialogue soit constructif, il semble dans un premier temps important que l'ensemble des acteurs se mettent d'accord sur des données scientifiques fiables.

⁵⁰ Arrêté du 17 juin 2005 autorisant le prélèvement maximum d'animaux de l'espèce *Canis lupus* pour la période 2005-2006

⁵¹ Représentant de Fédération de chasse, à Corinne Lepage, lors de l'émission télévisée *Mots Croisés*, du 22 novembre 2004 sur France 2.

⁵² Geneviève Carbone, Ethologue

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

*Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, *Canis lupus*, sur le territoire français.*

On notera une nouvelle fois que selon les différents témoignages, seules les activités d'élevage ovin semblent vraiment concernées. Mais les attaques enregistrées en mai 2005 sur des génisses en Isère sont là pour rappeler que l'aire d'expansion du loup s'étend. Et ce vers des espaces connaissances des caractéristiques différentes de celles jusqu'alors en présence. Les vulnérabilités ne sont plus les mêmes. Qu'en sera-t-il de l'espèce au sein d'espaces plus urbanisés et anthropisés ?

Le Plan Loup élaboré en France pour les années 2004-2008 fait état de la nécessité de « gérer l'expansion démographique et la colonisation de nouveaux secteurs » mais reste très vague quand à la « gestion concrète de l'espèce ». Il est vrai que cette expansion pose de nouvelles questions de fond, notamment : jusqu'où laisse-t-on le loup s'étendre ?

Les réponses apportées doivent être basées sur des diagnostics précis des espaces concernés, selon une approche de la vulnérabilité de chacun d'eux.

Par ailleurs, il faut également s'interroger sur le choix entre une gestion de l'espèce ou des différentes composantes de l'espace comme par exemple par la mise en place de mesures de protection en faveur des activités d'élevage ou de campagnes de sensibilisation.

Pour l'instant, compte tenu des données actuelles (comme certaines mesures qui ne sont pas encore efficaces à 100%), il serait intéressant de mener parallèlement des actions de gestion de l'espace et de l'espèce. On pourra dès lors espérer une adaptation progressive des composantes de l'espace pour que la gestion l'espèce ne soit plus effectuée que de façon sporadique, en cas d'incidences négatives majeures. Dans le cas présent, une gestion différenciée des espaces à long terme, sur plusieurs décennies, apparaît comme primordiale.

Aussi, de nombreuses critiques se sont élevées envers le système d'indemnisation, en cas d'attaque, qui est proportionnel au nombre de brebis tuées. Ces indemnisations devraient être augmentées de 80% suite à une récente décision du ministère de l'écologie et du développement durable. De plus, Madame Olin, « faisant le pari de la confiance », a expliqué que les remboursements se feront désormais « sur simple déclaration auprès de la préfecture ».

Quand on sait que les dommages occasionnés par les chiens divagants pourraient être aussi voire plus importants que ceux cités ci-dessus⁵³ et que par ailleurs, il est souvent très difficile de discerner une morsure d'un loup de celle d'un chien, on peut naturellement se poser la question de la pertinence de cette mesure.

L'actualité récente⁵⁴ est venue confirmer les limites de ce programme. Un mâle de 30 kilogrammes a en effet été abattu en Savoie le 4 juillet 2005 par un berger. Madame Olin s'est élevée contre ce tir qui est survenu alors que les tirs d'effarouchement prévus au préalable au tir de défense (pouvant aboutir à un prélèvement) n'avaient pas eu lieu. Une action en justice pourrait même être engagée...

Pour de nombreuses personnes, le problème n'est pas traité depuis sa source. « Ce système peut encourager certains éleveurs à ne pas se protéger, puisque plus on a de bêtes tuées, plus on est indemnisé⁵⁵ ». Ils suggèrent donc l'instauration d'une prime spécifique pour handicap naturel qui reconnaîtrait les difficultés des éleveurs et bergers travaillant en zones à loups et les aiderait à mieux se défendre face aux prédateurs.

Enfin, ce retour du loup aurait joué le rôle de révélateur d'une crise profonde de l'activité agro-pastorale, et plus généralement agricole, en France. Cette approche nécessiterait à elle seule un travail de recherche. Nous citerons juste Farid Benhammou de l'ENGREF : « La mise en avant des grands prédateurs comme objet anti-environnemental et lubie exclusive des écologistes urbains est un paravent des difficultés de l'évolution de l'élevage ovin dans les montagnes françaises.[...] Le loup peut disparaître, les problèmes du pastoralisme n'en disparaîtront pas pour autant.⁵⁶ »

⁵³ Florent Favier, in Benhammou F., Baillon J., Senotier J-L., (2004), *La cohabitation hommes/grands prédateurs en France*, Chécy, Actes du colloque du 21 et 22 mars au Muséum d'Orléans, Recherches Naturalistes en Région Centre.

⁵⁴ Au 6 juillet 2005

⁵⁵ Delfour J., (2004), *Vivre avec le loup*, Paris, Hesse, 141 p.

⁵⁶ Farid Benhammou in *Le Courrier de l'environnement* de l'INRA, Février 2003, *Les grands prédateurs contre l'environnement*

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Du temps...

L'arrivée du loup a provoqué une production massive d'incertitude. « Si inconfortable que soit l'incertitude qui a remplacé savoirs et savoir-faire, elle nécessite que l'on tâtonne, essaie, expérimente⁵⁷ ».

Comme pour toute nouvelle donnée en aménagement du territoire, la dimension temporelle est inévitable.

Tout d'abord au niveau des activités concernées (ou bientôt concernées) par les nouvelles contraintes que peuvent représenter la présence du loup. A la différence de pays européens tels que l'Italie ou l'Espagne, le loup a été absent du territoire français durant près d'un siècle. Les activités ont donc évoluées sans tenir compte de l'espèce. A présent, du temps est nécessaire pour que les éleveurs et bergers adaptent de manière efficace, toujours avec l'aide des pouvoirs publics, leur approche de l'élevage et de la conduite du troupeau notamment quant aux mesures de protection.

Déjà, la cohabitation s'améliore au sein de certains espaces, notamment ceux qui sont concernés par la présence permanente d'une ou plusieurs meutes depuis maintenant près de dix ans. Des programmes ont été élaborés en concertation avec les acteurs locaux. C'est le cas du Parc naturel régional du Queyras dans les Alpes. Même si les avis divergent encore beaucoup, de plus en plus de bergers essaient de s'adapter positivement à cette nouvelle donne. « le loup est réapparu alors qu'on l'avait oublié.[...] La première attaque est intervenue à l'été 1997. Mais à l'époque, pas une seconde je n'ai imaginé qu'il s'agissait du loup. Je croyais que l'on m'avait volé »⁵⁸.

Même si les données ne sont pas exactement similaires, les exemples étrangers représentent un espoir pour cette nouvelle donnée.

En Italie par exemple. Certes, un élément important diffère par rapport à la France : les troupeaux italiens sont généralement plus restreints qu'en France, où le seuil de rentabilité pour l'embauche d'un berger est de 1 000 bêtes⁵⁹. Selon la Chambre d'Agriculture des Alpes Maritimes, la taille moyenne d'un troupeau d'estive serait comprise entre 1 000 et 1 500 têtes.

⁵⁷ Isabelle Mauz, *Le fait du loup*, in *Le monde alpin et rhodanien* 1^{er}-3^e trimestre

⁵⁸ *le Figaro*, lundi 23 mai, p. 8

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Les mesures de protection sont dès lors plus difficiles à mettre en place. Mais dans ce cas, ce sont des données agricoles relatives à une conjoncture économique globale.

Cependant, avec une densité humaine deux fois supérieure à celle de la France et plusieurs centaines de loups, l'Italie réussit le pari de la cohabitation. La région des Abruzzes au cœur des Alpes italiennes est aujourd'hui un espace de vie pour les grands prédateurs, protégés depuis 1976 : ours, lynx et loup. Une grande partie de la population locale, devenue complice de la bonne intégration de ces animaux sauvages, revendique leur présence, désormais bénéfique pour l'économie locale.

En dehors de l'Europe, d'autres espaces regroupent des activités humaines et parallèlement une population de grands prédateurs. La Colombie Britannique, province de la côte ouest du Canada, abrite plus de 8 000 loups et 150 000 ours, une des plus fortes densités au monde. Pourtant, les incidences négatives de ces prédateurs sont rares, notamment du fait des mesures de protection efficaces et ce, depuis des décennies « De tout temps, les hommes ont vécu avec les grizzly, pumas, loups, coyotes...⁶⁰ ».

Il faut aussi du temps pour que les mentalités évoluent, vis à vis de cette espèce qui, en France, doit avoir la palme des mythes, légendes et autres idées reçues. Elle a déjà changé.

On note tout de même encore de nombreuses abjections vis à vis du loup. La crainte du loup a souvent plus de poids dans notre inconscient que les connaissances acquises. « On nous avait dit au départ que le loup ne s'attaquait qu'aux ovins. Or voilà qu'il s'attaque aux bovins » s'inquiétait une habitante de la Valdaine, au nord de Grenoble, suite à une attaque de génisses en Isère en mai 2005. Et de rajouter « Le loup, s'il n'a plus à manger, pourrait très bien s'en prendre à toute personne qui bouge.

Avant, on aimait bien monter dans le bois au-dessus de chez nous car on avait une superbe vue sur le massif de la Chartreuse. Tant que les loups qui sont ici ne seront pas éliminés, on n'y retournera pas ».

Ce témoignage illustre le chemin qu'il reste à parcourir en terme d'information de la population. Il pose également la question de la protection d'une espèce, très mal perçue par les citoyens et considérée comme une bête sanguinaire mangeuse d'homme. La bête du Gévaudan n'est pas loin...

59

⁶⁰ Support Vidéo, Pascal Wick, *Le chien de protection*
Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.
Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Mais ces inquiétudes peuvent également concerner des populations habitant à des centaines de kilomètres de l'aire de répartition de l'espèce. Le projet d'aménagement d'un parc à loups dans un petit village des Côtes-d'Armor vient nous le rappeler. Des riverains ont monté un comité de défense contre l'implantation de ce parc privé que veulent créer deux porteurs de projets locaux et ce au titre « des dommages que peuvent engendrer ces prédateurs sur les élevages, les populations riveraines, la faune et la flore ⁶¹ ». Alors que les loups seraient parqués !



Illustration 17 : Des affiches représentant des loups montrant les crocs la mâchoire ensanglantée ont été placardées sur les vitrines de certains commerces.
Source : Ouest-France, 25 mars 2005

François Terrasson nous rappelle qu' « au-delà des causes économiques, politiques, culturelles, sociales, qui rendent ardue la protection de la nature, il en est une, beaucoup plus cachée, insaisissable et sourde qui prévaut sur toutes les autres : l'homme occidental, maître économique actuel de la planète, a peur de la nature... et de sa part d'animalité ⁶² ».

L'« opinion publique » revêt une portée certaine mais le plus important reste la position des personnes qui vivent quotidiennement ce retour. A travers les témoignages recueillis, on a déjà pu constaté une évolution à ce niveau. Il apparaît comme primordial de travailler avec les acteurs de terrain concernés, au niveau de la sensibilisation mais surtout, et ceci reste intimement lié, dans l'élaboration de programmes et d'actions limitant au sein d'un espace les incidences négatives sur l'espèce et sur les activités humaines. Car aujourd'hui, la relation entre un espace et cette espèce protégée ne doit pas être réfléchi sans y intégrer un troisième élément : l'homme.

⁶¹ Ouest-France, 25 mars 2005, *on crie au loup en centre Bretagne*

⁶² Terrasson F., (1997), *La peur de la nature*

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

CONCLUSION

A travers cet exposé, nous nous sommes interrogés sur l'hypothèse selon laquelle il existerait aujourd'hui, en France, un ou plusieurs espaces, où le loup peut vivre sans compromettre la survie de l'espèce mais aussi sans avoir d'incidences négatives majeures sur les activités humaines.

Plusieurs études de cas ont permis de constater qu'il était difficile, voire impossible, d'infirmer ou de confirmer catégoriquement cette idée. Si des critères d'évaluation des vulnérabilités des espaces concernés ont été définis, il s'est avéré qu'ils devaient plus être considérés comme un cadre d'étude, une trame d'analyse.

Par ailleurs, cette réflexion sur les relations entre une espèce protégée (ici plus particulièrement le loup, espèce possédant une histoire et des caractéristiques oh combien singulières) et un espace nous a conduit vers une nécessité de gestion, temporelle et géographique, de l'expansion de l'aire de répartition de la population lupine, qui ne connaît pas les mêmes frontières que celles de l'homme.

Il est facilement imaginable que cette expansion amènera les autorités publiques, et plus généralement l'ensemble des acteurs concernés, à reconsidérer ce conflit qu'on nous présente trop souvent de manière manichéenne. Les problématiques futures de la gestion de l'espèce regrouperont en effet des préoccupations plus variées, et ce au sein de nouveaux espaces. Pour ne pas réitérer certaines erreurs, il convient de s'y intéresser dès à présent. La vision prospectiviste de Talleyrand nous rappelle que « lorsque c'est urgent, il est déjà trop tard ».

Lors du colloque de mars 2004 à Orléans sur la cohabitation hommes / grands prédateurs en France, plusieurs chercheurs, dont Farid Benhammou, ont évoqué des travaux de recherche en cours dans ce domaine.

Suite à la réflexion exposée au cours de ce mémoire de recherche, il pourrait également être intéressant d'étudier si les incidences seraient similaires pour d'autres grands prédateurs comme l'ours ou le lynx.

Un questionnement sur la place des espèces animales nomades au sein des sociétés actuelles, basée sur une approche internationale, serait peut-être aussi pertinent

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

Isabelle Mauz s'est déjà penchée sur cette notion de sauvage à travers cette question : à quelle échelle saisir le sauvage ?

Le cas du loup semble digne d'intérêt pour essayer de répondre à cette interrogation. Il existe en effet des différences entre les « personnes du lieu » qui abordent très souvent le sauvage à l'échelle locale et les naturalistes qui considèrent le sauvage à l'échelle de l'arc alpin. On a assisté, avec l'arrivée des loups, à un élargissement de l'horizon spatio-temporel des éleveurs. Inversement les lycophiles doivent quant à eux s'intéresser au local car une multitude de paramètres influent sur les mesures de protection, d'où une convergence dans l'échelle d'appréhension du sauvage.

Ainsi, nous sommes peut-être en train d'assister à un changement profond de notre société vis-à-vis de ses rapports à la nature. Quoi de plus étonnant pour des espèces depuis longtemps emblématiques ? Le loup est d'ailleurs considéré par de nombreuses mythologies comme le passeur d'un monde à l'autre. « Le Dieu Loup Oupouaout de l'Egypte ancienne n'est-il pas l'« ouvrier de voies », guide protecteur lors du passage périlleux et ténébreux d'un cycle à l'autre ?⁶³ »

« Le conflit peut avoir du bon car il est porteur de changements⁶⁴. »



Illustration 18 : Dessin humoristique.
Source : Bricola M., *Le loup du Mercantour*,
1996

⁶³ selon C. Caudmont

⁶⁴ Simmel, 1908

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|-----------|
| INTRODUCTION | 4 |
| ETAT DES LIEUX..... | 7 |
| Un peu d'histoire..... | 7 |
| Description de l'espèce | 7 |
| Chronique d'une éradication... .. | 8 |
| ...au retour de l'espèce dans les années 1990..... | 11 |
| Un retour qui fait couler beaucoup d'encre | 12 |
| Les réponses apportées..... | 14 |
| Le programme LIFE-loup | 14 |
| Des résultats certains..... | 15 |
| ... mais qui ne solutionnent pas l'ensemble des problèmes..... | 16 |
| <i>Canis lupus</i> , une espèce protégée ?..... | 17 |
| Pourquoi protéger le loup ? | 17 |
| Le loup, une espèce protégée par des normes juridiques internationales, européennes et nationales. | 19 |
| « Quatre loups dans la mire des gardes-chasse » | 21 |
| METHODOLOGIE..... | 24 |
| Hypothèse..... | 24 |
| Définition des principaux thèmes de la problématique..... | 24 |
| Espèce | 25 |
| Espace | 26 |
| Domaines d'études écartés de l'exposé | 27 |
| Espace anthropisé / espace vital du loup..... | 28 |
| Interactions activités humaines/activités lupines | 31 |
| Interactions ayant une incidence négative sur les activités humaines en France..... | 31 |
| Incidence sur l'activité agricole..... | 31 |
| Incidence sur les activités cynégétiques | 33 |
| Interactions avec les activités de loisirs et de tourisme | 34 |
| Interactions ayant une incidence négative sur les activités humaines dans d'autres pays | 36 |

| | |
|---|-----------|
| Facteurs nécessaires à la survie de l'espèce | 39 |
| Facteurs écologiques | 40 |
| L'impact de la densité routière..... | 40 |
| L'impact de la densité de population humaine | 41 |
| La superficie minimale de l'espace vital..... | 42 |
| Conclusion partielle | 42 |
| Critères | 43 |
| Elevage..... | 43 |
| Superficie minimale de l'espace | 44 |
| Densité routière | 44 |
| Décharge sauvage | 44 |
| Facteurs écologiques | 45 |
| Récapitulatif des critères..... | 46 |
| ETUDES DE CAS..... | 47 |
| Parcs Naturels Régionaux | 47 |
| Choix des espaces tests | 47 |
| Pourquoi un Parc Naturel Régional ?..... | 48 |
| Recueil d'informations..... | 50 |
| Présentation des Parcs Naturels Régionaux retenus | 52 |
| Le Parc naturel régional du Pilat..... | 52 |
| Le Parc naturel régional des Monts d'Ardèche..... | 53 |
| Le Parc naturel régional du Livradois-Forez | 55 |
| Application des critères..... | 56 |
| Rappel méthodologique | 56 |
| Aujourd'hui, le loup peut-il vivre, au sein des trois PNR retenus, sans compromettre sa survie mais aussi sans avoir d'incidences négatives majeurs sur les activités humaines ?..... | 58 |
| Réserve Naturelle Nationale | 65 |
| Analyse itérative des critères retenus..... | 67 |
| DISCUSSION..... | 69 |
| Canis lupus, une espèce sans frontières | 69 |
| Quelle gestion pour l'espèce <i>Canis lupus</i> en France ?..... | 70 |
| Du temps... .. | 74 |
| CONCLUSION | 77 |

TABLE DES ILLUSTRATIONS

| | |
|---|----|
| Illustration 1 : cohabitation hommes/grands prédateurs. Source : <i>Recherches naturalistes en région Centre</i> | 6 |
| Illustration 2 : <i>Canis lupus</i> . Source : Delfour J., <i>Vivre avec le loup</i> | 8 |
| Illustration 3 : le loup en France à la fin du XVIII ^{ème} siècle. Source : De Planhol X., <i>Le paysage animal. L'homme et la grande faune : une zoogéographie historique</i> | 8 |
| Illustration 4 : la disparition du loup en France. Source : De Planhol X., <i>Le paysage animal. L'homme et la grande faune : une zoogéographie historique</i> | 10 |
| Illustration 5 : l'impact des loups. Source : <i>Libération</i> , 21 et 22 août 2004 | 12 |
| Illustration 6 : évolution de la prédation sur l'estive de Nohèdes dans les Pyrénées espagnoles depuis 1992. Source : <i>Recherches naturalistes en région Centre</i> | 16 |
| Illustration 7 : Représentation schématique des zones de conflits du fait de la superposition de l'espace de l'homme et de l'espace du loup. Source : réalisation personnelle | 30 |
| Illustration 8 : répartition du loup en Europe. Source : Landry J.M., <i>Le loup</i> | 36 |
| Illustration 9 : Des parcs naturels régionaux concernés par le retour du loup. Source : Fédération des Parcs Naturels Régionaux et loup.org | 51 |
| Illustration 10 : carte du parc naturel régional du Pilat. Source : Parc naturel régional du Pilat | 52 |
| Illustration 11 : vue sur le Pilat. Source : Parc naturel régional du Pilat | 53 |
| Illustration 12 : carte du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche. Source : Parc naturel régional des Monts d'Ardèche | 53 |
| Illustration 13 : l'importance des châtaigniers dans le parc. Source : Reille A., <i>Guide des Parcs Naturels Régionaux</i> | 54 |
| Illustration 14 : carte du Parc naturel régional du Livradois-Forez. Source : Parc naturel régional du Livradois-Forez | 55 |

| | |
|--|----|
| Illustration 15 : <i>vue sur les Monts du Forez. Source : Reille A., Guide des Parcs Naturels Régionaux.....</i> | 56 |
| Illustration 16 : <i>réseau routier du Parc naturel régional du Pilat. Source : Atlas Routier Michelin 2004. Réalisation personnelle.....</i> | 62 |
| Illustration 17 : <i>Des affiches représentant des loups montrant les crocs la mâchoire ensanglantée ont été placardées sur les vitrines de certains commerces. Source : Ouest-France, 25 mars 2005.....</i> | 76 |
| Illustration 18 : <i>Dessin humoristique. Source : Bricola M., Le loup du Mercantour.....</i> | 78 |

BIBLIOGRAPHIE

-Assemblée Nationale, *Rapport d'information déposé par la commission de la production et des échanges sur la présence du loup en France*, enregistré à la Présidence de l'Assemblée Nationale le 20 octobre 1999, 57 p.

-Assemblée Nationale, *Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne*, enregistré à la présidence de l'Assemblée Nationale le 2 mai 2003, Tome I, 97 p.

-Assemblée Nationale, *Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne*, enregistré à la présidence de l'Assemblée Nationale le 2 mai 2003, Tome II (auditions), 94 p.

- Barbault R., (1992), *Ecologie des peuplements. Structure, dynamique et évolution*, Paris, Ed. Masson, 273 p.

- Benhammou F., Baillon J., Senotier J-L., (2004), *Actes du colloque « La cohabitation hommes/grands prédateurs en France (Loup et Ours) »*, Recherches naturalistes en région Centre, Chécy, 214 p.

- Benhammou F., (2003), *Les grands prédateurs contre l'environnement ?*, Le courrier de l'environnement de l'INRA n°48, p. 5 à 12

-Bobbé S., (2003), *Le loup. Idées reçues*, Courtry, Ed. Le Cavalier Bleu, 128 p.

-Boitani L., (2003), *Plan d'action pour la conservation du loup en Europe*, Strasbourg, Ed. du Conseil de l'Europe, 93 p.

-Bricola M., (1996), *Le loup du Mercantour*, St Laurent du Var, Ed. du Cabri, 93 p.

-Brunet R., Ferras R., Théry H., (1998), *Les mots de la Géographie, dictionnaire critique*, Paris, Ed. La documentation française, 518 p.

-De Beaufort F., (1987), *Le loup en France : éléments d'écologie historique*, Paris, Société Française pour l'Etude et la Protection des Mammifères, 30 p.

-Delfour J., (2004), *Vivre avec le loup*, Paris, Hesse, 141 p.

-De Planhol X., (2004), *Le paysage animal. L'homme et la grande faune : une zoogéographie historique*, Paris, Ed. Fayard, 1127 p.

-Dessertenne K., (1994), *Le loup : sa place dans le monde actuel*, thèse présentée et soutenue à l'université de Lyon 1, 174 p.

Master Sciences de l'homme et de la société, mention villes et territoires.

Quel espace pour une espèce protégée ? Le retour du loup, Canis lupus, sur le territoire français.

- Direction de la nature et des paysages, Ministère de l'écologie et du développement durable, (2004), *Le retour du loup dans les Alpes françaises, Projet n° LIFE 99NAT/ F /006299, Rapport final juillet 1999-mars 2004*, 95 p.
- Dossier *Loup-lynx-ours : Anges ou démons*, in Terre Sauvage magazine, novembre 2004, p. 58 à 71
- Ferry L., (2003), *Le Nouvel Ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, Paris, Ed. Grasset, 222 p.
- Galhano Alves J.P., (2000), *Vivre en Biodiversité totale. Des hommes, des grands carnivores et des grands herbivores sauvages*, thèse présentée et soutenue à l'université d'Aix-Marseille III, 850 p.
- Génot J-C, (2000), *Gérer les espèces ou les habitats ?*, Le Courrier de l'environnement de l'INRA, Paris, 162 p.
- IFEN, (2002), *L'environnement en France*, Paris, Ed. La Découverte, 728 p.
- Landry J.M., (2001), *Le loup*, Paris, Ed. Delachaux et Niestlé, les sentiers du naturaliste, 240 p.
- Lévy J., Lussault M., (2003), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Ed. Belin, 1033 p.
- Mauz I., (2002), *Le fait du loup*, in Le monde alpin et rhodanien 1^{er}-3^e trimestre, p.199 à 213.
- Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales, (2004), *Plan d'action sur le loup 2004-2008*, 18 p.
- Parc Naturel Régional du Livradois-Forez, (1997), *Document d'objectifs pour le site Natura 2000 des Bois Noirs*, 87 p.
- Pontier J.M. (2005), *l'homme est-il un loup pour le loup ?* in AJDA, 4 juillet 2005, p. 1398 à 1403
- Quivy R., Van Campenhoudt L., (1997), *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Ed. Dunod, 312 p.
- Ramade F., (2002), *Dictionnaire encyclopédique de l'écologie et des sciences de l'environnement*, Paris, Ed. Dunod, 1127 p.
- Ramade F. (1999), *Le grand massacre. L'avenir des espèces vivantes*, Evreux, Ed. Hachette, 287 p.

- Reille A., (2000), *Guide des Parcs Naturels Régionaux*, Paris, Ed. Delachaux et Niestlé, 319 p.
- Terrasson F., (1997), *La peur de la nature*, Paris, Ed. Sang de la Terre, 192 p.
- Veyret Y., (2004), *Géo-environnement*, Lassay-les-Châteaux, Ed. Armand Colin, 186 p.

SITES INTERNET (année 2005)

- <http://natura2000.environnement.gouv.fr>
- www.environnement.gouv.fr
- www.loup.environnement.gouv.fr
- www.loup.org
- www.natys.com
- www.ours-loup-lynx.info
- www.reserves-naturelles.org
- www.univers-nature.com
- www.wwf.fr